



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST - UCAO UNITE UNIVERSITAIRE A BAMAKO - UUBa

# RENTREE ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Mases Droit, Licence Journalisme et Communication

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 05 SEPTEMBRE 2022

# 1174

# Malikilé

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



49 Ivoiriens au Mali



## Mea culpa et libérations à minima



Visite de Paul-Henri Sandaogo Damiba au Mali : Fructueuse moisson ?



Soutien à la transition : Les femmes du mouvement Mali Koura en Guinée-Conakry pour créer une fédération



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**04** sept.  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**973**

Nouveaux cas confirmés

**47**

Nouveaux guéris

**27**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**550 746** Vaccinations incomplètes

**1 654 914** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**31 623**

**Guéris**

**30 534**

**Décès**

**739**

dont 178 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social



P.12



P.19



P.26



## / Une /

49 Ivoiriens au Mali : Mea culpa et libérations a minima

P.5

## / Brèves /

Points Focaux ANPE dans les 6 communes du District de Bamako : Atelier de relance et redynamisation des points focaux emploi ANPE dans le district de Bamako

P.12

Soudan : Au moins 112 morts depuis le début de la saison des pluies

P.12

Atelier de relance et redynamisation des point focaux dans le district de Bamako : Clôture des travaux

P.13

Somalie : Un diplomate comorien nommé représentant spécial de l'UA

P.13

Burkina/Mali : Les deux pays veulent "renforcer leur partenariat militaire"

P.14

Présidentielle au Kenya : Ruto promet de respecter le verdict de la Cour suprême

P.14

Sahara occidental : L'émissaire de l'Onu rencontre le Polisario

P.15

Théâtre Est de l'opération Maliko : Le Comthéâtre exprime son enthousiasme pour la détermination de ses hommes

P.15

Soutien à la transition : Les femmes du mouvement Mali Koura en Guinée-Conakry pour créer une fédération

P.16

## / Actualité /

Les 49 militaires ivoiriens détenus au Mali : Début de dénouement

P.18

Le ministre Sadio Camara : « L'Afrique redevient, malgré elle, un terrain d'affrontement » entre les puissances mondiales

P.19

Mines : Lamine Seydou Traoré doit-il décider seul ?

P.20

Campagne de reboisement a Bancoumana et a Kéla : Lutter contre la dégradation des ressources forestières.

P.21

Esclavages par ascendances dans la région de Kayes : Dr Tandjigora attire l'attention

P.22

## / Politique /

Kadidia Fofana, présidente du mouvement an T'AN SEN BOALA : « Le Mali a besoin d'institutions fortes »

P.25

Mali : La représentante spéciale de l'UE pour le sahel « satisfaite » des progrès réalisés dans les réformes politiques

P.26

Confusion autour de la libération de 3 des 49 ivoiriens : Action humanitaire ou décision judiciaire ?

P.27

Visite de Paul-Henri Sandaogo Damiba au Mali : Fructueuse moisson ?

P.28

## / Culture & société /

SAVAMA-DCI : 309 015 manuscrits anciens numérisés

P.29

## / International /

Allemagne : Le Premier ministre ukrainien réclame encore plus de soutien militaire

P.30

Italie : Le mini-Davos des patrons italiens chahuté par la fièvre électorale

P.31

## / Sport /

PSG : Le mercato de la discorde

P.22

Direction du sport militaire : Match amical entre la force Tchèque de l'EUTM et la Direction

P.33

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**





## 49 Ivoiriens au Mali

# Mea culpa et libérations à minima

Une décripation dans l'affaire des 49 soldats ivoiriens : les trois femmes du contingent recouvrent la liberté. Grâce à la médiation togolaise, les autorités de la Transition ont procédé, le samedi 3 septembre 2022, à la libération de trois (03) des quarante-neuf (49) soldats ivoiriens interpellés le 10 juillet 2022 à l'Aéroport International Modibo Kéita-Sénou de Bamako. Robert Dussey, ministre des Affaires Étrangères, de l'intégration Africaine et des Togoais de l'Extérieur en a fait l'annonce.

**L**es trois femmes du contingent des 49 militaires ivoiriens en détention au Mali ont été libérées. Il s'agit de Bakayoko Awa, Bamba Sita et Bledou Kangah. L'annonce officielle a été faite à Lomé, au Togo, samedi soir, lors d'une conférence de presse au cours de laquelle les trois drapeaux ceux du Togo, du Mali et de la Côte d'Ivoire étaient visibles sur les pupitres. Un dossier dans lequel le Togo joue les médiateurs entre Bamako et Abidjan. Les trois soldates ont été accueillies dans la soirée du samedi 3 septembre à la Base aérienne d'Abidjan Port- Bouet.

Le ministre des Affaires Étrangères, de l'intégration Africaine et des Togoais de l'Extérieur,

Robert Dussey a fait savoir que, cette libération se fait dans un souci humanitaire. « **Le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta a accepté - conformément à l'esprit de la déclaration lu par le ministre directeur de cabinet du président de la République de Côte d'Ivoire de procéder à la libération de certains prisonniers ; et le président de la République Togolaise Faure Essozimna GNASSINGBE se réjouit que le président Assimi Goïta ait accepté de libérer en guise d'un geste humanitaire 3 soldats sur les 49** », a-t-il souligné. Ainsi, il a assuré que les discussions sont en cours pour que très rapidement les autres sol-

datés en détention puissent retrouver la liberté. « **Nous sommes heureux d'aboutir au dénouement partiel et nous voudrions vous rassurer avec les efforts de tous les chefs d'Etats, le président colonel Assimi Goïta, le président Alassane Dramane Ouattara et du président Faure Gnassingbé pour la libération très prochaine des autres soldats qui sont en détention** », a-t-il affirmé. Le ministre Directeur du Cabinet du président ivoirien, Fidèle Sarassoro a reconnu que des incompréhensions ont été à l'origine de ces événements. « **La République de Côte d'Ivoire reconnaît que des manquements et des incompréhensions ont été à l'origine de cet événement fortement regrettable** », a-t-il rétorqué.

De ce fait, il a assuré l'engagement de la Côte d'Ivoire à respecter les nouvelles règles et dispositions édictées par nos autorités relatives au déploiement des forces militaires au Mali pour la préservation de la paix. « **La République de Côte d'Ivoire, soucieuse de maintenir des relations de bon voisinage avec le Mali, s'engage à respecter les procédures des Nations unies ainsi que les nouvelles règles et disposition maliennes édictées relative au déploiement des forces militaires au Mali ; afin d'aplanir les divergences existantes et de contribuer ainsi à la préservation de la paix et de la stabilité dans la sous-région** », a-t-il promis.



« La République de Côte d'Ivoire s'engage à poursuivre de manière transparente et constructive avec le Mali les échanges et les discussions sur tous les sujets d'intérêts communs », a indiqué Fidèle Sarasoro.

Cette évolution, ainsi qu'on le voit, est la résultante d'un mea culpa minima de la Côte d'Ivoire suivi d'une libération tout aussi minimale et à « titre humanitaire » des 3

femmes militaires ou mercenaires ivoiriens arrêtés à Bamako le 10 juillet 2022 à l'aéroport de Bamako. On se rappelle en effet ce qui avait été annoncé comme les premières exigences du Mali pour libérer les 49 ivoiriens à savoir des excuses ou regret en bonne et due forme et la remise au Mali des « anciens dignitaires » poursuivis pour des crimes économiques ou de sang et qui ont élu domicile à Abidjan ou le tapis rouge leur est déroulé. Nous en

sommes certes pas là mais la reconnaissance par la Côte d'Ivoire de « manquements et incompréhensions » est un pas important en avant reconnu comme tel avec les libérations obtenues. Lesquelles aussi ne répondent pas aux attentes de la Côte d'Ivoire car elles n'interviennent qu'à titre humanitaire et ne concernent que trois personnels féminins qui ont formulé des demandes de mises en liberté provisoires acceptées par la justice malienne. Un bon point donc pour le médiateur Faure Essozimna Gnassingbé qui semble privilégier la « politique des petits pas » associée à une discrétion absolue avant l'annonce de résultats. En raison de toutes les initiatives diplomatiques en cours et le pilotage du dossier par les deux chefs d'État, la résolution de cette délicate affaire entre pays frères ne peut être que diplomatique et aboutir à une inéluctable paix des braves. Car nul ne peut imaginer le Mali et la Côte d'Ivoire entrer en guerre en raison des liens historiques, géographiques, sociologiques, historiques qui les lient. Sans compter le terroriste qui s'attaque à eux et qui ne peut être vaincue sans collaboration inter-étatique.

■ Maffenin Diarra





## Forces Armées Maliennes



Tombouctou : Le commandement du 52ème Régiment d'infanterie motorisée de Niafunké apporte son soutien à la population civile.

Le 52ème Régiment d'infanterie motorisée de Niafunké a, dans le cadre des actions civilo militaires, fait des dons de céréales à une vingtaine de familles de cette localité. La cérémonie de remise s'est déroulée le jeudi 01 septembre 2022 à la place de l'indépendance de la ville de Tombouctou. Étaient présentes à cette remise les autorités administratives, religieuses, coutumières et plusieurs personnes venues pour la circonstance.

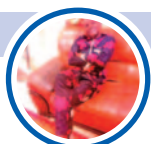
Ce don symbolique s'inscrit dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale et du raffermissement des relations entre la population et son armée.

Ce soutien de nos Forces Armées à la population favorisera un climat de confiance et une bonne collaboration entre nos FAMa et la population civile.



Photo DIRPA

## Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE) -Au Royaume-Uni, les estimations du Trésor qui mettent à nu le potentiel de génération de revenus d'une taxe exceptionnelle ont indiqué que les producteurs de gaz et les producteurs d'électricité pourraient réaliser des bénéfices excédentaires pouvant atteindre 170 milliards de livres sterling (199 milliards de dollars) au cours des deux prochaines années.



Date: 4 septembre 2022

(CROISSANCE AFRIQUE)-La Chine va assouplir l'accès au marché pour le commerce transfrontalier des services afin de fournir aux entreprises étrangères une plus grande transparence et une plus grande certitude d'accès au domaine des services, a annoncé le 1er septembre le vice-ministre du Commerce Wang Shouwen à l'occasion du Salon international du commerce des services de Chine 2022 (CIF-TIS), qui se tient à Beijing.



## Mali-Sadio TV.



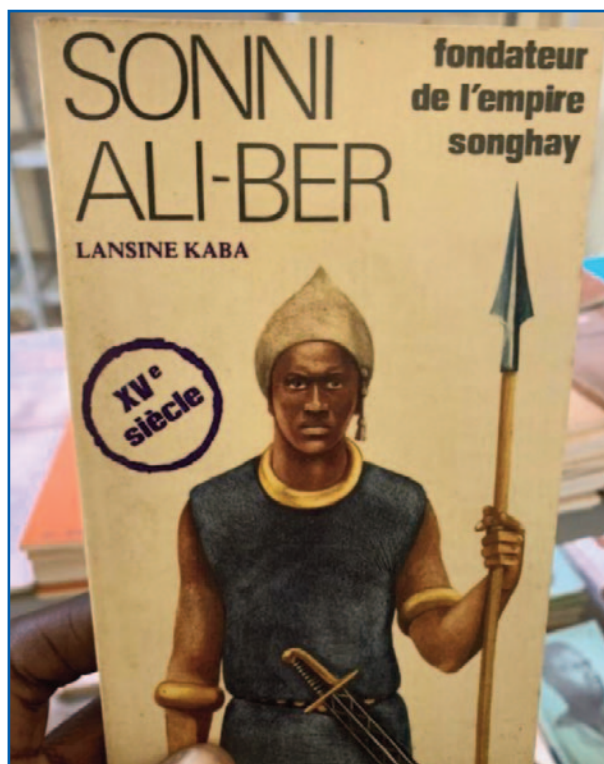
Brillant stratège, il aurait mené 32 guerres en 26 ans et les aurait remportées toutes. Il aurait réformé ses forces armées, bâti une force professionnelle divisée en cavalerie et infanterie. Une large part de la cavalerie était constituée de nobles, mais même les esclaves et les captifs y étaient acceptés. Il aurait créé le poste de hi-koï (commandant en chef) pour la marine, qui compta plus de quatre cents bateaux menés par des équipages de pêcheurs sorkos. Ceux-ci furent la pièce maîtresse de ses succès le long du fleuve Niger, en étant capables de transporter rapidement des troupes sur des milliers de kilomètres de voies navigables.

Sa mère aurait été originaire de la ville de Fara où le peuple observait un islam mâtiné d'animisme. Les chefs religieux étaient les devins et les sorciers des religions traditionnelles du Songhaï mais, étant un prince soudanais, Ali Ber se devait d'être musulman et versait son obole aux mosquées de Gao. Il entama son règne en 1464 (impossible par rapport à sa date de naissance, qui doit être bien antérieure, mais correspond à la durée de son règne donnée pour 27 ans et 4 mois dans "traditions des Songhay de Tera, éditions Karthala) en défaisant les tribus dogon et peuls, rivales du Songhaï, puis dispersa pour de bon les pilleurs mossis. Le 20 janvier 1468, Ali Ber prit le contrôle de la cité de Tombouctou qui fut incendiée et fit du royaume de Gao un empire. Les Touaregs furent expulsés ou réduits en vassalité. Grâce aux Sorkos, Sonni Ali Ber fonda rapidement sur les cités d'Oualata et de Djenné, qui venaient de gagner leur indépendance sur le Mali. Située à 400 km au sud-ouest de Tombouctou, Djenné fut as-

saillie par une armée songhaï amenée par plusieurs centaines de bateaux, mais le siège prit cependant plusieurs années. Quand Djenné fut prise, Sonni Ali Ber épousa la reine mère de la cité et la rattacha à son empire, regroupant ainsi sous une seule autorité les trois grandes cités commerciales de l'Ouest africain. Il n'hésita pas à réduire en esclavage les vaincus, même s'ils étaient musulmans.

L'Empire parvenu à son apogée, Sonni Ali Ber décéda sur le chemin de retour d'une énième campagne victorieuse, une expédition contre les Dogons (falaise de Bandiagara) et le royaume de Gourma en novembre 1492. Son fils Sonni Baro ne règne que quelques mois, car un des lieutenants d'Ali âgé de 50 ans, Mohammed Touré, un Soninké originaire du Tekroun, se dresse contre lui. Les troupes des deux hommes se rencontrent à Ankoo, près de Gao, en avril 1492. Les rebelles de Mohamed Touré sont vainqueurs et Sonni Baro doit se réfugier à Ayorou, au sud-est du Songhaï, où il mourra sans avoir pu reconquérir son trône

SOURCE : Livres au Sénégal



## ■ Les agriculteurs d'Afrique



Le Nigéria devrait produire 23 millions de tonnes métriques (mmt) de maïs en 2022. Cela représentera une augmentation de 12 % par rapport à la production de 2021.

La Banque centrale du Nigéria a introduit plusieurs programmes d'intervention et des facilités de crédit moins chères qui ont contribué à atténuer le coût plus élevé du diesel et des engrais.

Le maïs avec le riz et le blé sont les céréales les plus consommées

au Nigeria. Le maïs est transformé en céréales ou en aliments pour le bétail. Les Nigériens consomment également un pourcentage élevé de maïs cuit ou rôti. En 2020, en raison de l'augmentation de la quantité de maïs importée au Nigeria, la banque centrale a interdit l'émission de devises pour l'importation de céréales. La décision de la banque a joué un rôle majeur dans l'amélioration de la production. Bien que la production de maïs du Nigeria connaisse une augmentation de 12% cette année, elle est cependant en deçà de la demande annuelle du pays de 30 millions de tonnes métriques. Il y aura un déficit de 7 millions de tonnes qui sera comblé par les importations. Le Nigeria a une population de plus de 200 millions d'habitants, tandis qu'un grand pourcentage de la population sont des agriculteurs. Le pays est le deuxième plus grand producteur de maïs en Afrique et il vise à mettre fin à l'importation de maïs en un rien de temps.



## ■ Kader Aramy Toureh



Un sabot de Denver placé sur un camion de la gendarmerie pour mauvais stationnement à Abidjan. Une belle manière d'appliquer la loi à tous les citoyens, sans tenir compte de leur situation sociale



## ■ Tennis Legend



"C'est un privilège de regarder la grandeur. Félicitations Serena Williams." Tiger Woods, qui était dans le box de l'Américaine pour son



deuxième tour à l'US Open.

Portée par un public électrique et bouillant, la GOAT a sorti la n°2 mondiale Anett Kontaveit en trois sets (7-6, 2-6, 6-2) et poursuit son aventure pour son dernier US Open. A 40 ans et 11 mois, Serena est devenue la première joueuse de plus de 40 piges dans l'histoire de l'ère Open à éliminer une des quatre premières têtes de série en Grand Chelem (Stat Jeu, Set et Maths)



## OC Omar



#BurkinaFaso Ancien ministre, ancien candidat (non autorisé) à une élection présidentielle, coupable d'atteinte à la sûreté, condamné et emprisonné, autorisé pour raison humanitaire à aller se soigner en France qui disparaît puis réapparaît médiateur du Qatar au Tchad.

## Chodi Ag



Après sept mois sur le terrain dont trois à la frontière avec le Niger (Ménaka, Aderamboukane; , et quatre dans la zone de Gao précisément dans la localité de Tessit, Djebock, Ansongo edeliman et le Gourma des zones où les terroristes massacraient et pillaient les populations , des zones où plusieurs terroristes ont été neutralisés; le Général Alhaji Ag Gamou est de retour à Bamako pour son repos médical qu'il effectue après chaque mission vu la fatigue et la férocité du climat dans ces zones de tous les dangers.



## Ilily AG ELMEHDI



Plus de 50.000 déplacés internes réparti entre les Camps improvisés à cet effet et les familles d'accueils dans la ville de #Menaka . Essentiellement #femmes, enfants et vieux des villages des cercles de #Menaka, #Anderamboukane, #Inekar et #Tidermene qui ont fuit des #exactions. Longue vie à notre Général.....



## ■ Primature du Mali



Bamako | 03 septembre | #Diplomatie

Diplomatie : Le Président de la Transition a accueilli son homologue burkinabè

Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accueilli son homologue burkinabè de la Transition, le Lieutenant-colonel Paul Henry Sandaogo DAMIBA, ce samedi 3 septembre 2022, à l'aéroport international Président Modibo KÉÏTA de Bamako. Le Chef d'Etat burkinabè est au Mali dans le cadre d'une visite d'amitié et de travail.

Après les salutations protocolaires, notamment la revue des troupes, l'hymne national, le Président GOÏTA a accompagné son hôte du jour au Palais de Koulouba, où les deux auront un tête-à-tête avant d'avoir un entretien élargi aux autres membres.

Source: Présidence de la République du Mali



Coopération : Le Premier ministre par intérim le Colonel Abdoulaye Maïga rassure la Représentante spéciale de l'Union Européenne pour le Sahel

Le Premier ministre par intérim le Colonel Abdoulaye Maïga a reçu en audience ce vendredi 2 septembre 2022 Mme Del Re la Représentante spéciale de l'Union Européenne pour le Sahel.

La diplomate européenne a salué les progrès du Gouvernement dans les réformes politiques et institutionnelles avec notamment la promulgation de la loi électorale et l'adoption d'un calendrier électoral. Selon Mme Del Re le Mali est un pays central dans toutes les dynamiques du Sahel et l'Union Européenne sera à ses côtés a-t-elle déclaré.

Le Premier ministre par intérim a remercié son hôte pour sa visite au Mali. Le Colonel Maïga a rappelé la volonté du Chef de l'État SEM le Colonel Assimi Goïta d'organiser des élections crédibles et transparentes, « nous n'avons pas vocation à nous éterniser et à faire perdurer la Transition » a-t-il expliqué

Le Chef du Gouvernement par intérim a rappelé à la Représentante spéciale de l'Union Européenne pour le Sahel les hautes orientations du Président de la Transition SEM le Colonel Assimi Goïta à savoir le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques

du Mali et la prise en compte des intérêts du Peuple malien.

Nous sommes prêts à coopérer, mais nous vous demandons de respecter nos principes comme nous respectons les vôtres, a conclu le Premier ministre par intérim.

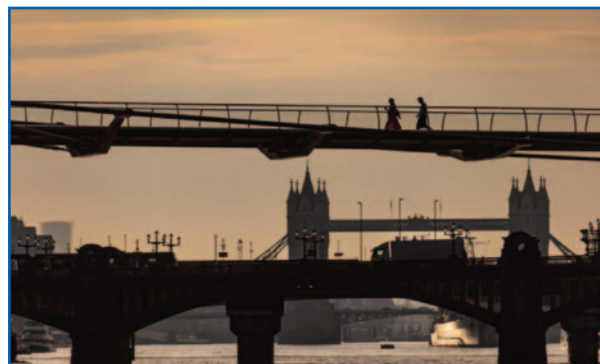
CCRP / Primature



## ■ Mamane Gondwana



Fait du jour: L'Inde a dépassé le Royaume Uni, son ancien colonisateur, pour devenir la 5<sup>è</sup> économie mondiale derrière les USA, la Chine, le Japon et l'Allemagne.



Abonnez vous à votre journal numérique

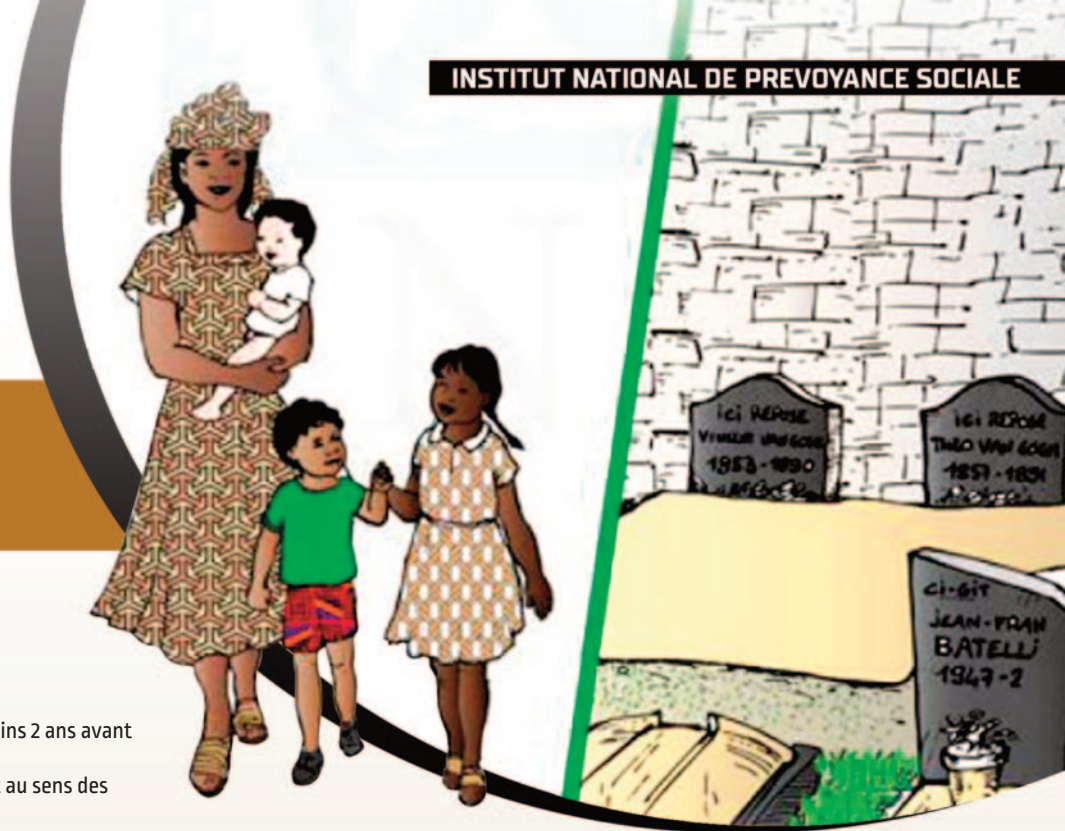
# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com  
Site : www.malikile.com



# L'allocation de survivant



## Conditions d'ouverture du droit :

Pour la conjointe, avoir contracté mariage au moins 2 ans avant le décès de l'assuré ;

- pour les orphelins, être à la charge du défunt au sens des allocations familiales.

## Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable / Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Jugement d'hérédité	Tribunal	Tribunal
Acte de décès	Autorité administrative	Autorité administrative
Demande de d'allocation de survivant	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur, éventuellement rempli par les précédents sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait moins de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Certificat de vie	Autorité administrative	Autorité administrative
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur	L'employeur (bulletins de salaire, indemnité de départ à la retraite, etc.)
Certificat de vie des enfants de 1 à 13 ans	Autorité administrative	Autorité administrative
Certificat de fréquentation scolaire des enfants de 14 ans plus.	Autorité scolaire	Autorité scolaire
Pièces d'états civils non déclarées au moment de l'immatriculation	Autorité administrative	Autorité administrative : - pièces état-civil des enfants non déclarés par l'assuré - pièces état-civil des mariages non déclarés par l'assuré.

## Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de survivants est calculée sur la base des éléments ci-après :

- la rémunération mensuelle moyenne (RMMaa) des années d'activité ;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2% ;
- le nombre minimal d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation pour avoir une pension ou durée d'assurance minimale (DA) de 13 ans ;
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres (SA).

Le montant de l'allocation de survivants, se répartit de la même façon que les pensions de survivants, sobtient en appliquant à la pension la formule suivante :

$$AS = RMMaa \times DA \times TA \times SA$$

Exemple :

Un assuré comptant 5 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours de ses années d'activité.

L'allocation de survivants se calcule comme suit :

- arémunération mensuelle moyenne des années d'activité (RMMaa) : 9 463 616 FCFA : 60 = 157 726 FCFA
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée d'assurance minimale (DA) : 13 ans
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres : 10 semestres
- le montant de l'allocation de survivants est de : 157726 FCFA X 2% X 13 X 10 = 410 090 FCFA

## Date d'effet :

l'allocation de survivants prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

## Points Focaux ANPE dans les 6 communes du District de Bamako : Atelier de relance et redynamisation des points focaux emploi ANPE dans le district de Bamako



Le centre de perfectionnement et de reconversion de l'ANPE a servi de cadre d'un atelier, sous la présidence effective du Ministre de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la formation Professionnelle Monsieur Bakary DOUMBIA de l'atelier de redynamisation des Points Focaux ANPE dans les 6 communes du District de Bamako en présence de nombreuses personnalités et invités parmi lesquels le gouverneur du District de Bamako, le représentant du Maire de Bamako, les membres du conseil d'administration de l'ANPE dont le président, les représentants de l'UNTM et du CNPM, les animateurs des points focaux et des cadres de l'ANPE et du cabinet du Ministre.

Prenant la parole en premier lieu le Directeur Général Ibrahim Ag NOCK à salué la présence du Ministre pour avoir rehaussé de sa présence de l'atelier et aussi félicité les personnalités présentes à cette cérémonie avant de situer l'événement dans son contexte réel

Les points focaux sont une initiative de l'ANPE depuis les années 2008 en vue rendre fluide les informations sur le marché du travail au niveau des 6 communes du District de Bamako

Cette initiative a connu ses moments de gloire avec la présence des animateurs dans les différents points focaux de la capitale elle a également contribué à améliorer efficacement l'intermédiation notre cœur de métier. Aujourd'hui nous décidons de donner un nouvel élan à cette activité qui permettra de résoudre l'épineuse question du plein emploi pour l'ensemble des demandeurs de travail a-t-il ajouté

Les Points focaux sont des lieux de rassemblement des demandeurs d'emploi de tout âge analphabètes ou instruits maîtrisant un métier. Cet atelier de 2 jours avec les professionnels de l'intermédiation permettra de redonner espoir à cette catégorie de demandeurs d'emploi

Le Ministre DOUMBIA donnant le départ pour le démarrage de l'atelier à salué le partenariat ANPE et Association des Municipalités du Mali (AMM) fruit de cette belle initiative qui permettra de compléter le dispositif de l'intermédiation sur le terrain. Il a également encouragé l'ANPE à renforcer le partenariat ANPE /AMM /APCMM/APCAM pour une synergie d'action en vue de faire de l'Emploi de proximité une réalité. La photo de famille a mis fin à cette cérémonie

Source : ANPE /DC

## Soudan : Au moins 112 morts depuis le début de la saison des pluies



Au moins 112 personnes sont mortes et des dizaines de milliers d'habitations endommagées ou détruites au Soudan en raison des pluies torrentielles qui s'abattent depuis le début de la saison des pluies en mai, a affirmé la police dimanche.

De fortes pluies tombent habituellement au Soudan entre mai et octobre, causant de graves inondations qui endommagent les habitations, les infrastructures et les récoltes.

Le bilan s'élève désormais à "112 morts et 115 blessés", a indiqué Abdeljalil Abdelrahim, porte-parole du Conseil national pour la défense civile (NCCD).

"Un total de 34.944 habitations ont été totalement détruites tandis que 49.060 ont été partiellement endommagées", a-t-il dit à l'AFP.

Khartoum a déclaré l'état d'urgence en août en raison de fortes inondations dans six Etats du Soudan, alors que le pays est plongé dans une grave crise économique.

Selon l'ONU, un Soudanais sur trois a besoin d'aide humanitaire, l'inflation avoisine chaque mois les 200%, la monnaie est en chute libre et, depuis le putsch mené le 25 octobre 2021 par le chef de l'armée Abdel Fattah al-Burhane, le prix du pain a été multiplié par dix.

Citant des données du gouvernement, l'ONU a indiqué la semaine dernière que les inondations ont affecté 226.000 personnes à travers le Soudan. Les Etats du Nil, du Kordofan-Nord, du Kordofan-Sud, de Kasala et de Gedaref ainsi que la région du Darfour sont parmi les plus touchés, selon l'Unicef.

L'ONU prévient en outre que les inondations pourraient affecter quelque 460.000 personnes cette année, bien plus que la moyenne annuelle de 388.600 enregistrée entre 2017 et 2021.

Source : Agence France-Presse





## Atelier de relance et redynamisation des points focaux dans le district de Bamako : Clôture des travaux

Commencés le Mardi dernier sous la présidence du Ministre de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la formation Professionnelle M. DOUMBIA, les travaux ont pris fin ce vendredi à 12 heures 30 sous la responsabilité du Directeur Général de l'ANPE Ibrahim Ag Nock avec la présence des invités à l'ouverture

Après avoir écouté le porte-parole des animateurs des points focaux du District de Bamako M. DIAKITE qui a félicité la Direction Générale de l'ANPE pour avoir organisé cet atelier de mise à niveau et démarrage effectif des activités de ces centres d'écoute et d'orientations des Demandeurs d'emploi

Il a également demandé au Directeur Général de multiplier ces séries de formations et d'ouvrir au niveau régional d'autres points focaux

Le Directeur Général Ibrahim Ag Nock répondant au porte-parole des bénéficiaires de la formation à affirmer qu'il a pris bonne note des doléances ainsi formulées avant de donner l'assurance que les points focaux connaîtront dans quelques jours un démarrage certain dans les 6 communes du District de Bamako



Aux animateurs il dira ceci « vous serez mis dans toutes les bonnes conditions de travail afin ces points de rencontre soient un nouveau départ pour notre cœur de métier la mise en relation de l'offre et de la demande »

Il a enfin remercié toutes les Autorités politiques et Administratives ayant fait siennes les activités de cet atelier de 2 jours

La remise des attestations aux participants et des recommandations phares (que trouverez d'ailleurs ci jointes) ont mis fin à cet atelier

Les recommandations de l'atelier de Relance des Activités des Centres de Prestations et de Services d'urgence CPSU appelé Points Focaux.

- 1- Appropriation par la mairie du programme Points Focaux ;
- 2- Prise en compte de l'emploi dans le PDSEC des collectivités territoriales ;
- 3- Le renforcement du Programme des correspondants locaux de L'ANPE en soutien à la relance des Points Focaux ;
- 4- Implication de tous les partenaires de l'ANPE autour du projet ;
- 5- Mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation périodique ;
- 6- Impliquer CONABEM dans la gestion des Ressources humaines (correspondants locaux) pour prévenir les éventuels problèmes liés au code du travail ;
- 7- Élargir le programme Points Focaux dans les régions en tenant compte des spécificités.

## Somalie : Un diplomate comorien nommé représentant spécial de l'UA

L'ancien ministre et diplomate comorien Mohamed Elamine Souef a été nommé représentant spécial de la Commission de l'Union africaine (UA) en Somalie, a annoncé dimanche l'organisation panafricaine, cinq mois après l'expulsion du Mozambicain Francisco Madeira.

Âgé de 60 ans, M. Souef sera également le chef de la Mission de transition en Somalie (Atmis, ex-Amisom), la force de maintien de la paix de l'UA engagée dans la lutte contre les islamistes radicaux shebab.

Ancien ministre des Affaires étrangères des Comores (2017-2020), il a également occupé des postes au sein de la mission de l'ONU au Mali (Minusma) et de la mission conjointe UA-ONU au Darfour (Minuad).

Cette nomination fait suite à l'expulsion en avril du représentant en poste dans le pays depuis 2015 Francisco Madeira, qui avait été déclaré "persona non grata" par le Premier ministre de l'époque Mohamed Hussein Roble "pour s'être livré à des actes incompatibles avec son statut



de représentant de la Commission de l'Union africaine".

Cette décision avait donné lieu à une énième bras de fer entre le Premier ministre et le président Mohamed Abdullahi Mohamed, dit Farmajo, qui avait qualifié cette mesure d'"illégitime et imprudente".

Source : Agence France-Presse

## Burkina/Mali : Les deux pays veulent "renforcer leur partenariat militaire"



Les responsables des juntes au pouvoir au Mali et au Burkina, deux pays sahéliens en proie à des attaques de groupes islamistes, ont décidé de "renforcer leur partenariat militaire", a indiqué dimanche la présidence burkinabè.

Le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, arrivé au pouvoir par un putsch en janvier, a rencontré à Bamako son homologue malien le colonel Assimi Goïta, lui aussi arrivé au pouvoir lors d'un coup d'État en mai 2021, pour une "visite de travail et d'amitié" de quelques heures. Il s'agit du premier déplacement à l'étranger du chef de launte burkinabè. Le Burkina Faso et le Mali partagent une frontière de plus d'un millier de kilomètres, une zone touchée par de nombreuses attaques meurtrières de groupes jihadistes.

"Nous entendons, dans les jours à venir, mieux examiner et renforcer le partenariat militaire qui existe entre nous, pour davantage relever les défis sécuritaires auxquels les populations, nos peuples sont confrontés", a indiqué le président burkinabè dans un communiqué.

Un communiqué de la présidence malienne a confirmé ces propos. Fin août, le Burkina Faso et le Niger - pays également frappé par ces groupes islamistes - avaient invité Bamako à "revenir assumer ses responsabilités" dans le cadre d'une coopération sous-régionale dans la lutte antijihadiste.

Mi-mai, le Mali avait décidé de se retirer du G5 Sahel et de sa force conjointe, une alliance militaire luttant contre les groupes jihadistes, invoquant une "perte d'autonomie" et "une instrumentalisation" au sein de cette organisation régionale formée avec la Mauritanie, le Tchad, le Burkina et le Niger. Launte malienne s'est progressivement détournée de la France et de ses alliés pour se tourner vers la Russie. L'armée française, poussée vers la sortie, a transféré aux autorités maliennes ses différentes bases au Mali et quitté le pays après neuf ans d'engagement contre les jihadistes. Lundi, M. Damiba s'entretiendra avec un autre chef d'Etat voisin, le président ivoirien Alassane Ouattara. Le Burkina et la Côte d'Ivoire partagent une frontière de près de 600 kilomètres et des milliers de réfugiés burkinabè ont fui ces dernières années les attaques jihadistes qui touchent leur pays pour trouver refuge dans le nord de la Côte d'Ivoire, moins frappé par ces violences.

Le Burkina Faso, où launte a promis de faire de la lutte antijihadiste sa priorité, est confronté comme plusieurs pays voisins à la violence de mouvements armés jihadistes affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique, qui y ont fait depuis 2015 des milliers de morts et quelque

## Présidentielle au Kenya : Ruto promet de respecter le verdict de la Cour suprême



William Ruto, déclaré vainqueur de la présidentielle du 9 août au Kenya, a annoncé dimanche qu'il respecterait la décision de la Cour suprême attendue lundi confirmant ou invalidant les résultats du scrutin, contestés par son rival Raila Odinga. Vice-président sortant, William Ruto a été déclaré élu par la commission électorale indépendante (IEBC), avec environ 233.000 voix d'avance (50,49% contre 48,85%) sur Raila Odinga, figure historique de l'opposition soutenue cette année par le président sortant Uhuru Kenyatta et son parti Jubilee. Mais Raila Odinga a dénoncé des fraudes et saisi la Cour suprême. Il affirme notamment que les serveurs de l'IEBC ont été piratés pour y introduire des résultats falsifiés et qu'environ 140.000 votes n'ont pas été comptabilisés.

"Demain, la Cour suprême rendra son arrêt sur le recours au sujet de l'élection présidentielle. Parce que nous sommes un pays qui respecte la loi, nous respecterons également la décision du tribunal", a déclaré William Ruto après un culte dominical dans la ville de Nakuru (centre). "C'est ainsi que nous pourrions avoir un pays inclusif. Il n'y a pas de Kenyans plus ou moins importants, tous les Kenyans sont égaux devant la loi", a-t-il poursuivi.

La colistère de Raila Odinga, Martha Karua, a assuré vendredi que la coalition pro-Odinga respecterait elle aussi la décision de lundi.

"Notre Constitution stipule que si quelqu'un n'est pas satisfait des résultats, il doit demander réparation et c'est ce que nous avons fait (...) Quand le verdict sera prononcé, nous respectons tous cela. Nous voulons maintenir la paix, mais pour y parvenir, il doit y avoir justice car la paix sans justice n'est pas durable", a déclaré Martha Karua, citée par le quotidien The Nation. Lors de la dernière présidentielle de 2017, la Cour suprême, saisie par Raila Odinga, avait annulé l'élection et ordonné la tenue d'un nouveau scrutin, une première en Afrique.

Les périodes électorales au Kenya ont à plusieurs reprises été sources de violences. Les plus meurtrières, en 2007, ont fait plus de 1.100 morts et des centaines de milliers de déplacés.

Source : Agence France-Presse

deux millions de déplacés.

Plus de 40% du territoire du Burkina est hors du contrôle de l'État, selon des chiffres officiels, et les attaques se sont multipliées depuis le début de l'année.

Source : Agence France-Presse



## Sahara occidental : L'émissaire de l'Onu rencontre le Polisario



L'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, a rencontré samedi des représentants des indépendantistes du Front Polisario à Tindouf en Algérie, dans le cadre de sa deuxième tournée dans la région, a-t-on appris de sources sahraouies.

M. de Mistura s'est entretenu dans un camp de réfugiés sahraouis notamment avec le chef de la délégation des négociateurs du mouvement indépendantiste Khatri Addouh et le représentant du Polisario à l'Onu Omar Sidi Mohamed.

Le Polisario "est engagé en faveur d'une paix juste (et) s'engage à défendre, par tous les moyens, le droit du peuple sahraoui à atteindre ses objectifs légitimes pour l'autodétermination et l'indépendance", a déclaré M. Sidi Mohamed à la presse à l'issue de cet entretien.

Le mouvement est "prêt à coopérer" avec l'ONU ainsi qu'avec son émissaire dans ce but, a-t-il ajouté.

L'émissaire de l'Onu, arrivé à l'aube à Tindouf, dans l'ouest de l'Algérie, avait rencontré auparavant un groupe de jeunes et de femmes sahraouies, selon l'agence de presse sahraouie SPS.

Dimanche, il doit s'entretenir avec le chef du Polisario Brahim Ghali, a indiqué à l'AFP le représentant du mouvement auprès des Nations unies. Nommé en novembre 2021, Staffan de Mistura avait effectué en janvier sa première tournée dans la région, qui l'avait conduit à Rabat, en Mauritanie, à Alger et à Tindouf.

Début juillet, il s'était rendu à Rabat pour rencontrer des responsables marocains mais avait renoncé à une visite au Sahara occidental, espérant pouvoir le faire à une date ultérieure.

La question du Sahara occidental, ex-colonie espagnole considérée comme un "territoire non autonome" par l'ONU, oppose depuis des décennies le Maroc au Front Polisario, soutenu par Alger.

Rabat, qui contrôle près de 80% de ce territoire, propose un plan d'autonomie sous sa souveraineté. Le Polisario réclame un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'Onu, prévu lors de la signature en 1991 d'un cessez-le feu mais jamais concrétisé.

L'Algérie a rompu ses relations diplomatiques avec le Maroc en août 2021 en raison de profonds désaccords sur le Sahara occidental et du rapprochement sécuritaire entre Rabat et Israël.

Les frictions diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc autour du Sahara occidental débordent régulièrement hors du cadre bilatéral pour impacter leurs relations avec d'autres pays en fonction de leur position sur cette question.

Source : Agence France-Presse

## Théâtre Est de l'opération Maliko : Le Comthéâtre exprime son enthousiasme pour la détermination de ses hommes



Dans le cadre de son séjour opérationnel sur le terrain, le commandant du Théâtre Est de l'opération Maliko, le Colonel Famouké Camara accompagné d'une forte délégation a effectué une visite du lundi 29 août au mardi 30 août 2022 à Ansongo et Labbezanga. L'objectif de cette visite était non seulement de s'assurer de l'effectivité du renforcement des capacités opérationnelles, mais aussi de féliciter et d'encourager les hommes déterminés pour le succès des opérations. Du coup, il en a profité pour s'enquérir de leurs préoccupations afin de trouver des solutions idoines et surtout de partager les messages de soutien, de cohésion et de détermination du CEMGA à ses hommes engagés contre le terrorisme. La délégation a visité successivement les emprises des FAMA, de la Police ainsi que des Douanes. Après un échange fructueux sur la situation sécuritaire globale des 2 zones visitées avec le commandement, le Comthéâtre s'est largement entretenu avec les hommes. Au menu des échanges, il a été question notamment de formation et du renforcement du dispositif sécuritaire sur le plan personnel et matériel. Le Colonel Camara a prêté une oreille attentive aux sollicitations des hommes et dit qu'il fera de son mieux pour apporter des solutions idoines à leurs préoccupations. L'occasion était bonne pour le Comthéâtre de prodiguer des conseils à ses vaillants combattants avant de leur exhorter à travailler en toute synergie d'action.

Source : FAMA



**Soutien à la transition : Les femmes du mouvement Mali Koura en Guinée-Conakry pour créer une fédération**

En vue de créer une fédération de soutien aux gouvernements de transitions Malien et Guinéen, une délégation du mouvement Mali Koura conduite par sa présidente Mme Dem Lala Diaby a quitté Bamako le vendredi 2 septembre pour Conakry.

■ L'objectif de notre départ sur la Guinée Conakry, c'est de créer une fédération entre les femmes du Mali et celles de la Guinée Conakry dans la perspective de soutenir nos gouvernements de transition respectives. Nous devons travailler avec leur ministre de la promotion de la femme. On va œuvrer pour la réussite de la Transition. Le Mali et la Guinée, forment un même peuple. Si nous l'on interroge l'histoire, on verra que nous appartenons au même peuple », a souligné la présidente des femmes du Mouvement MaliKura. En effet, la présidente a remercié le président de la transition Guinéenne, le Colonel Mamady Doumbouya pour sa main tendue au Mali pendant les sanctions de la CEDEAO. « Nous remercions le président de la transition Guinéenne pour sa main tendue pendant cette période d'embargos que nous avons connu », a-t-elle dit. En route, la délégation s'est arrêtée à Kankan pour saluer et exprimer son soutien aux autorités de la région. Dans le bureau du Gouverneur, Mme Dem Lala Diaby a réitéré la volonté de son mouvement à soutenir



les autorités de la transition guinéenne. A son tour, le Gouverneur a souhaité la bienvenue à la délégation et l'a remercié pour cette initiative salubre, en rappelant que la transition guinéenne sous la présidence du Colonel Mamadou Doumbouya, et celle du Mali sous le leadership du Colonel Assimi Goita ont une même mission : sortir les deux pays de ces crises qui les secouent et les mettre sur la voie du développement. Et que cela sera possible grâce au soutien des populations surtout aux forces vives des deux nations comme le Mouvement des femmes du MaliKura et son partenaire de la Guinée est entrain de démontrer. La délégation de Mme la présidente Dem Lala Diaby continue sa mission dans la capitale guinée où elle est accueillie dans une hospitalité légendaire. A suivre

Maffenin Diarra

# Les Femmes du Mouvement Mali Koura

LE MALI ET LA GUINÉE



Sont Deux Poumons dans un Corps Humain





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# BON A SAVOIR

### ■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

### ■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

### ■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

### ■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

### ■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

### ■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

### ■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

[www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

# Les 49 militaires ivoiriens détenus au Mali : Début de dénouement



**T**rois femmes soldates sur un groupe de 49 militaires ivoiriens détenus au Mali, qui les accuse d'être des mercenaires, ont été libérées, ont indiqué samedi des responsables togolais et ivoirien.

"Je voudrais vous annoncer que le président de la transition (...) du Mali Assimi Goïta a accepté (...) de procéder à la libération de certains prisonniers", a déclaré lors d'une conférence de presse à Lomé le ministre togolais des Affaires étrangères Robert Dussey. Le président togolais Faure Gnassingbé "se réjouit que le président Assimi Goïta ait accepté de libérer, en guise d'un geste humanitaire, trois prisonniers sur les 49", a-t-il ajouté, précisant qu'il s'agissait de "soldats féminins". Il s'exprimait aux côtés de son homologue malien Abdoulaye Diop et du ministre directeur de cabinet à la présidence ivoirienne Fidèle Sarassoro. Les femmes libérées étaient également présentes, en uniforme.

Ces trois libérations avaient été annoncées à l'AFP, un peu plus tôt dans la journée, par un diplomate malien sous couvert de l'anonymat. Le procureur malien, Samba Sissoko, a précisé dans un communiqué que le magistrat en

charge de l'affaire avait approuvé la libération des trois soldates et l'abandon des charges contre elles.

"Les discussions sont en cours pour que, très rapidement, les autres soldats en détention puissent retrouver leur liberté totale", a poursuivi M. Dussey.

Les 49 soldats avaient été inculpés mi-août par la justice malienne, notamment pour "tentative d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat" et formellement écroués.

Plusieurs médiations sont en cours pour obtenir leur libération, dont celle du président togolais et de leaders religieux maliens.

Le 10 juillet, 49 soldats ivoiriens en tenue militaire, mais non armés, avaient débarqué à Bamako d'un avion de la compagnie nationale Air Côte d'Ivoire, un autre appareil transportant leurs armes.

Ils avaient été aussitôt interpellés et interrogés sur les raisons de leur présence au Mali, n'ayant "ni ordre de mission, ni autorisation" pour y être, selon les autorités maliennes.

Dès le lendemain, ils avaient été accusés d'être des "mercenaires" venus au Mali avec le "dessein funeste" de "briser la dynamique

de la refondation et de la sécurisation du Mali, ainsi que du retour à l'ordre constitutionnel". Mais Abidjan assure que ces soldats étaient en mission pour l'ONU, dans le cadre d'opérations de soutien logistique à la Mission des Nations unies au Mali (Minusma) et exige leur libération.

## "Manquements et incompréhensions"

Lors de la conférence de presse de samedi, le ministre directeur de cabinet à la présidence ivoirienne Fidèle Sarassoro est revenu sur ces interpellations.

"La République de la Côte d'Ivoire déplore que des manquements et des incompréhensions aient été à l'origine de cet événement fortement regrettable", a-t-il souligné.

La République de Côte d'Ivoire, soucieuse de maintenir des relations de bon voisinage avec le Mali, s'engage à respecter les procédures des Nations unies ainsi que les nouvelles règles et dispositions maliennes édictées, relatives au déploiement des forces militaires au Mali", a-t-il ajouté.

Enfin, "afin d'aplanir les divergences existantes et de contribuer ainsi à la préservation de la paix et de la stabilité dans la sous-région, la République de Côte d'Ivoire, s'engage à poursuivre de manière transparente et constructive avec le Mali, les échanges et les discussions sur tous les sujets d'intérêt commun", selon lui.

Dans ce dossier, l'ONU avait reconnu des "dysfonctionnements" dans une note adressée au gouvernement malien et admis que "certaines mesures n'ont pas été suivies".

"La Minusma note que les éléments ivoiriens ont été déployés à Sénou (Bamako) pour assurer la sécurité à la base des NSE allemands dans cette même localité, au lieu de Tombouctou (nord) où est basé le contingent ivoirien de la Minusma", est-il notamment expliqué.

Jusqu'à la libération des femmes soldates, cette affaire illustrait les tensions entre le Mali et la Côte d'Ivoire, accusée par Bamako d'avoir incité ses partenaires ouest-africains à durcir les sanctions contre les militaires maliens auteurs de deux coups d'Etat depuis 2020, sanctions finalement levées début juillet.

Source : Agence France-Presse



## Le ministre Sadio Camara : « L'Afrique redevient, malgré elle, un terrain d'affrontement » entre les puissances mondiales

Lors d'une déclaration à la 2ème conférence pour la sécurité internationale à Moscou, le ministre malien de la défense, le colonel Sadio Camara, qui représentait le gouvernement malien, a présenté la vision du gouvernement malien sur les enjeux stratégiques de l'Afrique de l'ouest et du sahel ».



Notre sous-région vit aujourd'hui sous une forte pression sécuritaire, liée à l'expansion des groupes terroristes, à la criminalité transnationale organisée, et aux tentations sécessionnistes de certains groupes, sur fond de crises de coexistence communautaire. Cette situation constitue un frein à l'émergence économique des pays concernés, car on le sait bien, il ne peut y avoir de développement sans sécurité », a indiqué Sadio Camara.

Poursuivant son discours, l'officier supérieur malien explique que « notre sous-région subit négativement les effets des incertitudes liées à la mutation en cours de l'ordre international, qui résulte du constat de la défaillance, voire de l'échec du système de gouvernance mondiale, issu de la deuxième guerre mondiale et réadapté après la fin de la guerre froide. Les rapports de force qui ont permis la consolidation de cet ordre apparaissent aujourd'hui dépassés ».

« En réaction à cette perte relative d'influence sur la scène globale, nous constatons la volonté de certaines grandes puissances de reconstituer une architecture géopolitique en blocs homogènes, schéma qui leur est certainement plus familier et plus rassurant », déclare le responsable malien. Il explique que dans ce contexte géopolitique mondial marqué par la montée des tensions, et où les puissances veulent faire prendre position à l'Afrique, le continent semble avoir jeté aux oubliettes les idéaux des pères de l'indépendance, d'une Afrique unie.

« Les dynamiques régionales en Afrique sont très sensibles aux évolutions du contexte international, alors que les pays africains n'ont que peu de capacité d'influer sur les grandes décisions. L'instrumentalisation, voire la manipulation des institutions sous régionales pour servir les intérêts de puissances extra-régionales constituent un défi stratégique majeur pour la construction de l'unité africaine », soutien Camara.

Le ministre malien estime que « les institutions africaines de gouvernance régionale sont alourdies par l'imposition de systèmes politiques importés, calqués sans effort d'adaptation à la culture, aux réalités et aux besoins des populations. Elles cherchent donc bien souvent à s'attirer la sympathie des grandes puissances au lieu de dépenser leurs ressources pour la préservation des intérêts des peuples africains ».

« Le Mali est bien placé pour dénoncer ces pratiques, car notre pays sort à peine d'un régime de sanctions injustes, illégales, illégitimes et inhumaines imposées par les Chefs d'État de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Tous les peuples de la Communauté ont souffert de ces sanctions qui ne servaient que des agendas étrangers », a souligné le ministre de la défense.

« Nous assistons donc à une crise de confiance entre gouvernants et gouvernés, marquée par l'incohérence entre les politiques publiques et les aspirations des populations, dans un contexte de reproduction des rivalités par procuration. L'Afrique redevient, malgré elle, un terrain d'affrontement », soutien Camara.

Source : actucameroun

## Mines : Lamine Seydou Traoré doit-il décider seul ?

**Très controversé, le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Lamine Seydou Traoré est à la manœuvre dans le secteur minier. La question que certains se posent est de savoir si l'on doit laisser le loisir à ce ministre soupçonné d'impartialité d'avoir un pouvoir élargi de décision. Tout porte à croire qu'il pourrait être celui qui va choisir des hommes et des femmes devant gérer désormais la politique minière du pays.**

**R**appelons que le Conseil des ministres du mercredi a adopté le projet d'ordonnance portant création de la Société de Recherche et d'Exploitation des Ressources Minérales du Mali (SRERM) sur le rapport du ministre des Mines de l'Energie et de l'Eau, Lamine Seydou Traoré. Pour donner plus de détails sur la création de cette toute nouvelle société de recherche et d'exploitation des ressources minérales du Mali, il était l'invité du journal télévisé de 20h de l'ORTM1.

Pour le ministre Traoré, la SRERM va permettre d'accélérer la valorisation du contenu local et des emplois locaux. Il ajoute que c'est une société d'Etat dont le capital est de 100 millions de FCFA et qui à l'Etat comme actionnaire unique. " Il s'agit à l'Etat de participer plus à la création de la valeur le plus rapidement possible dans les règles de l'art en faisant en sorte que cette société d'Etat puisse aller faire des recherches là où les privées résinent à y aller, puisse pour faire la compétition dans la même catégorie que ces sociétés", a-t-il affirmé et ajouté que la SRERM permettra de lever des fonds avec des business plans clair et l'étape suivante est de structurer cette société à travers les statuts, les règlements intérieurs, des accords d'établissements. Toujours pour le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, cette société est anonyme et va pouvoir vraiment faire la compétition dans la même catégorie que les multinationales. " Cette nouvelle société qui sera créée, traduit une volonté politique du gouvernement de la transition qui est resté dans la vision stratégique du chef de l'Etat et qui reste une forte recommandation des Assises Nationales de Refondation (ANR)", a-t-il laissé entendre et continue qu'elle va se consacrer principalement à l'acquisition des titres miniers mais va aussi entreprendre tous travaux de recherche et d'exploitation sur les jugements économi-

quement viables. " Il faut que l'Etat s'engage dans l'exploitation des ressources minérales du Mali pour la raison que quand nous regardons de l'indépendance à nous, il y a eu beaucoup de codes miniers qui ont été adoptés. A chaque fois qu'on adopte ces codes, il y avait des volontés politiques de l'Etat en matière de recherche minière et pétrolière qui sont allées justement d'un monopole d'Etat dans les années 1960 avec la création du bureau minier

malien et de la Société Nationale de Recherche Minière (SONAREM) », a-t-il prononcé et poursuit que la libéralisation progressive du secteur à partir des années 1969 jusqu'à dans les années 2000 où il y a une privatisation sauvage de la recherche au Mali.

Lamine Seydou a signalé que toutes ces réformes n'ont pas pu satisfaire la population malienne de l'exploitation minière et pétrolière de façon générale. " On peut quand-même noter que l'or reste le seul minerai réellement exploité avec 65 tonnes par an représentant 70% des exportations, 25 % des recettes fiscales et 10% du PIB et une contribution de plus de 500 milliards dans les recettes de l'Etat en 2021 mais pour autant la population malienne dans sa grande majorité pense à tort ou à raison que l'or ne brille pas aux Maliens", a rappelé le ministre Traoré.

Source : La Sirène





# Campagne de reboisement à Bancoumana et à Kéla : Lutter contre la dégradation des ressources forestières

100 pieds de Moringa, 150 pieds d'eucalyptus, 300 pieds de Néré et 100 pieds d'anacarde soit au total 650 plants toutes espèces confondues et répondant chacune aux préoccupations de la communauté ont été les actions phares de la campagne de reboisement à Bancoumana et à Kéla du réseau Energia-Mali. A travers cette campagne de reboisement, les initiateurs entendent contribuer au reverdissement du Mali et protéger l'environnement. La cérémonie de lancement, a eu lieu, le jeudi 1er septembre 2022.



**L**a présidente du réseau Energia-Mali et sa forte délégation (composée des Préfets des Cercles de Siby et Kéla, des maires des Communes rurales de Bancoumana et de Kéla, des chefs de cantonnement des Eaux et Forêts de Bancoumana et de Kéla, des responsables des associations de la société civile, du président de l'association "Ankanta" de la base nautique de Bancoumana, des

représentants de Energia Mali et du bureau K2M2D, d'ONG partenaires, sympathisants et autres invités), ont situé le lancement de reboisement dans son contexte. « **Les arbres, il faut le rappeler sont le poumon de notre planète. Sans eux, la vie sur terre serait impossible. L'arbre permet de lutter contre la pollution, il joue un rôle important dans la purification de l'air car il ab-**

sorbe et neutralise de nombreux polluants gazeux comme ozone, dioxyde de soufre et intercepte les particules des matières », déclaré Mme Kéïta Aïda M'Bo, ancien ministre de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable, présidente du réseau Energia-Mali.

Et de poursuivre : « **Notre contribution au verdissement des sites choisis n'est pas fortuite car nous souhaitons tisser un partenariat fécond avec la commune afin de démultiplier les opportunités d'appui dans cette zone à l'écosystème très riche et qui bénéficie par ailleurs d'un centre nautique** » a-t-elle rappelé. Selon elle, l'objectif global de la participation de son réseau à la campagne de reboisement est de contribuer à la réduction de la dégradation des ressources forestières ligneuses et améliorer le cadre de vie des populations. « **Planter un arbre est bien, mais s'en occuper est encore mieux. Au regard de l'importance pour les communautés des espèces que nous allons planter, j'invite les autorités politiques, coutumières ainsi que toutes les populations de Bancoumana et Kéla à veiller sur ces jeunes plants afin qu'ils puissent grandir dans les meilleures conditions** », renchérit la présidente du réseau Energia-Mali.

L'initiative du réseau Energia-Mali, a été salué par les chefs de village, les chefs de cantonnement des eaux et forêts, les maires et les Préfets.

Le maire de Bancoumana Bacari Camara et celui de Kéla, Ze Sinayoko, ont apprécié ce début de partenariat entre Energia-Mali et leurs localités, notamment avec les associations de femmes et de jeunes.

Le Préfet de Kéla s'est félicité de cette initiative de l'association Energia-Mali qui cadre avec les ambitions de la Transition. Il a rappelé que c'est le Premier ministre Dr Choguel Korkalla Maïga qui avait donné le ton de cette campagne de reboisement. « **Nous remercions Energia-Mali et sa présidente qui n'est pas à sa première fois. C'est une femme engagée pour la cause de l'environnement et du développement en général du Mali et le Mandé en particulier** », a dit le Préfet Ali dit Bagna Touré, avant d'inviter les populations à entretenir les plantes.

Sarr

# Esclavages par ascendances dans la région de Kayes :

## Dr Tandjigora attire l'attention

Face à la persistance du phénomène de l'esclavage par ascendance dans la région de Kayes, Dr Fodié Tandjigora, a mené une étude Socio-anthropologique sur la problématique. La cérémonie de restitution des travaux, a eu lieu, le vendredi 2 septembre 2022, à l'hôtel Maévas Palace. Cette étude a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Union européenne, à travers la communication et l'instrument contribuant à la stabilité et la paix, dans le cadre du projet " Soutenir la lutte contre l'impunité au Mali" mis en œuvre par Avocats sans frontières Canada, la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et Amnesty international.

Il faut retenir que l'étude a concerné 7 circonscriptions administratives à savoir : Ba-foulabé, Diéma, Kita, Nioro, Yelimané et Bamako. Les données ont été collectées dans chaque zone ciblée à l'aide d'un guide d'entretien semi-directif modulable suivant l'acteur rencontré. Les thèmes abordés furent entre autres : les causes de l'esclavage par ascendance dans la localité, les manifestations de l'esclavage par ascendance, les principaux patronymes concernés par l'esclavage par ascendance et statutaire dans chaque localité, les formes de violences liées à cette pratique, les conséquences de l'esclavage par ascendance

sur des groupes vulnérables et la prise en charge des victimes de la pratique esclavagiste. Dans le but de recueillir des informations précises sur le phénomène - de plus en plus inquiétant dans la région de Kayes - 122 personnes ont été interviewées en focus group ; ajouté à cela 35 entretiens individuels. Les résultats de l'enquête permettent de dégager les constats que sont l'esclavage statutaire qui est une vieille tradition (laada) qui s'appuie sur le droit coutumier local avec une connotation à la fois économique (exclusion de la propriété) et sociale (exclusion des voies traditionnelles de mobilité sociale). Les des-

endants d'esclaves sont marqués par une incapacité de fait (inscrite dans la coutume à disposer d'une propriété foncière et ne peuvent être que de simples usufruitiers. La prise de conscience des esclaves de leur statut marginalisé ainsi que leur adhésion à l'association Gambana ont été le point de départ d'une remise en cause de l'esclavage par ascendance. Les violences liées à l'esclavage par ascendance sont plus accentuées en milieu soninké que malinké/ Khassonké. L'insuffisance des textes juridiques sur l'esclavage par ascendance aggrave et encourage la commission des actes de violence. Le combat d'une nouvelle génération nourrie des sentiments d'égalité combinée à l'usage des réseaux sociaux, a pu aboutir à cette remise en cause de l'esclavage par ascendance. Enfin, on remarque une prédominance des jeunes parmi les acteurs en conflits du côté des notables comme du côté des descendants d'esclaves.

Au cours de son intervention, le représentant d'avocats sans frontière Canada résident au Mali, Abdoulaye Doucouré, dira que l'esclavage par ascendance est une vieille tradition enracinée dans les traditions et coutumes de certaines ethnies au Mali. Dans la région de Kayes, des prétendues nobles profitent de cette situation pour exercer une servitude sur ceux qu'ils appellent esclaves, et dont la subordination se manifeste en particulier au mo-







ment des événements sociaux. Pour mieux cerner la pratique de l'esclavage par ascendance, il faut nécessairement en comprendre les facteurs économiques, religieux et politiques. « **Cette étude menée vient à point nommé pour répondre à ce besoin. Je rappelle que cette étude a été commandité par Avocats sans frontières Canada pour plusieurs raisons ; notamment parce qu'il y a une sorte de déni du phénomène surtout dans la pratique de la violence sur les personnes. Il était important pour nous d'avoir une compréhension sociologiquement fixée afin de corroborer et soutenir les actions au niveau de la justice. Dans cette lutte, nous accompagnons certaines organisations de la société pour sensibiliser mais aussi nous accompagnons les victimes à porter plainte devant la justice** », a-t-il fait savoir. Avec cette étude, Dr Fodié Tandjigora s'est fixé comme objectif principal de comprendre sur un plan empirique, les origines, les manifestations ainsi que les conséquences de la pratique esclavagiste dans la région de Kayes. S'est agi de dresser un portrait socio-anthropologique de la situation de l'esclavage par ascendance dans la région de Kayes, identifiant le rôle des différents membres de la communauté dans la pratique, en identifiant spécifiquement le rôle des femmes, et analyser les conséquences socio-culturelles et écono-

miques de la pratique de l'esclavage par ascendance sur les personnes qui en sont victimes, en particulier des conséquences touchant les femmes et filles, identifier les défis liés à la lutte contre l'esclavage dans la région de Kayes. Et proposer des perspectives socio-anthropologiques visant à enrayer la pratique.

Selon Dr Fodié Tandjigora, cette étude avait pour point de départ la compréhension de l'esclavage par ascendance à Kayes d'un point de vue socio-anthropologique. Les enquêtes dans différentes localités ont mis en évidence la complexité de cette pratique qui pose un problème de cohésion sociale. « **Les données indiquent que la remise en cause du système esclavagiste ainsi que les violences y afférentes sont plus ou moins récentes bien que la pratique de l'esclavage soit aussi ancienne que le peuplement de ces localités. Cela ne signifie nullement que les populations vivant sous ce statut l'ont toujours accepté, mais les fouilles documentaires ne font pas mention d'une remise en cause généralisée comme c'est le cas aujourd'hui. Le recoupement des entretiens montre que la "rupture du contrat social" provient de l'épuisement d'un modèle socio-économique qui avait prévalu depuis des siècles. Une nouvelle génération de jeunes ruraux connectés au monde grâce aux réseaux sociaux semble**

**ne plus se résigner à une vieille tradition qui les réduit à un statut d'inférieur par rapport à leurs semblables** », a-t-il en relief.

En somme, le phénomène a pris une tournure violente durant ces trois dernières années à cause d'une remise en cause de cette pratique par des jeunes, tant au niveau local que dans la diaspora via les réseaux sociaux. Après avoir vécu plusieurs siècles avec une pratique esclavagiste érigée en système de production économique, ces sociétés se trouvent aujourd'hui confrontées aujourd'hui à des limites structurelles de cette pratique.

À l'issue de cette étude, les recommandations formulées à l'endroit de l'État, des partenaires, des élus, des ONG sont entre autres : de relire le code pénal afin de trouver une forme de judiciarisation à la pratique esclavagiste et adopter des textes spécifiques criminalisant la pratique, promouvoir l'affranchissement symbolique et pacifique des populations serviles comme cela a pu se produire à Diétoura ( Kayes), mettre en place un système de remontée rapide des tensions et conflits, dépêcher des missions dans des localités où la crise n'a pas encore éclaté afin de prévenir, mettre en place un numéro vert afin de signaler des cas de violences, pour ne citer de celles-ci.

■ Ibrahim Sanogo



# Bientôt la rentrée académique 2022-2023



*Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité*  
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest  
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109  
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



[ucao.uuba@gmail.com](mailto:ucao.uuba@gmail.com)



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



[www.ucao-uuba.org](http://www.ucao-uuba.org)



# Kadidia Fofana, présidente du mouvement an T'AN SEN BOALA : « Le Mali a besoin d'institutions fortes »

La nomination du Colonel Abdoulaye Maïga en tant que Premier ministre par intérim a créé une avalanche de réactions au sein de la population, mais aussi de la classe politique. Si certains louent son sens de l'écoute et du compromis, pour les autres, c'est un militaire et le militaire ne connaît que les armes. Pourquoi autant de réactions sur l'homme ? Kadidia Fofana, Présidente du mouvement « an t'an sen boala » livre son analyse. Entretien.

## Mali Tribune : Quel bilan dressez-vous après deux ans de Transition ?

**Kadidia Fofana :** en dépit de la rectification de la trajectoire du processus transitoire dont le Premier ministre avait fixé les priorités à savoir les réformes politiques et institutionnelles ; la sécurité ; la promotion de la bonne gouvernance et l'organisation des élections. Deux ans après tout n'est pas rose. D'abord sur le plan sécuritaire certes, beaucoup de Maliens se réjouissent de l'acquisition des avions pour renforcer notre défense nationale. C'est une très bonne chose parce que ça fait remonter le moral des troupes qui sont au front. Mais le retour de la sécurité et de la stabilité devrait être une question d'honneur pour les autorités de cette Transition composée essentiellement de militaires.

Le Mali n'a pas besoin d'Hommes forts mais des Institutions fortes. Concrètement, sur le plan de la promotion de la bonne gouvernance, il y a beaucoup à faire.

Quant à l'organisation des futures élections générales, il y a une hausse d'espoir. Déjà, il y a eu la création et la mise en place de l'Organe unique de gestion des élections via un tirage au sort. La promulgation de la loi électorale. Sur ce plan, il y a une lueur d'espoir et une volonté politique des autorités en place.

## Mali Tribune : En tant que présidente du mouvement « an t'an sen boala », quelle est votre réaction après la nomination d'Abdoulaye Maïga comme Premier ministre par intérim ?

Ce que je ne comprends pas, c'est le décret qui a été lu pour nommer Abdoulaye Maïga en

tant que Premier ministre par intérim. Parce qu'après la mise en place du gouvernement normalement, il y a ce qu'on appelle les intérimaires en cas de vacances, les ministres peuvent assurer l'intérim. Mais cette nomination du Colonel Maïga n'est pas une mauvaise chose étant donné que l'Etat est une continuité si Choguel Maïga est dans l'incapacité à assurer cette tâche pour des raisons de fatigue c'est normal qu'il y ait quelqu'un d'autre. Mais force est de reconnaître que le Premier ministre par intérim fait l'objet de consensus même si c'est un militaire même si j'ai des réserves. C'est un rassembleur, un homme de dialogue, il a pu amener toutes les parties politiques autour de la table pour les informer des dates des élections à venir.

## Mali Tribune : Le Mali a déposé une plainte contre la France pour violation de son espace aérien et d'avoir soutenu les groupes djihadistes. Comment vous analysez cette situation ?

Bon, si le gouvernement estime qu'il a à sa possession des preuves contre qui que ce soit, il est de son devoir de porter plainte pour éclaircir la lanterne de tous. Si vraiment elles ont des preuves, je les soutiens à 100 % dans cette plainte. Et nous attendons la réaction du Conseil de sécurité.

## Mali Tribune : Selon vous, qu'est-ce qu'il faut faire pour libérer les 49 militaires ivoiriens arrêtés à Bamako il y a deux mois ?

Le Mali et la Côte d'Ivoire sont des pays frères. Ces pays, non seulement sont liés par l'his-



toire ; l'économie ; la politique et le social. Il est très difficile de diviser ces deux pays. Comme j'ai l'habitude de dire, si vous tirez sur 100 personnes à Abidjan dites-vous que vous avez tiré sur au moins 50 Maliens.

Parce que nous avons plus de 4 millions de Maliens sur le territoire ivoirien. Et des Ivoiriens, nous les avons comme amis et voisins au Mali. Certaines situations doivent être gérées de façon diplomatique entre Etat à Etat. Ce qui est déconcertant dans cette affaire, c'est la façon dont les pseudos influenceurs sur les réseaux sociaux essaient d'attiser le feu. Je crois qu'il faut jouer de l'apaisement et régler cette situation de façon diplomatique.

## Mali Tribune : Visiblement la grande famille du mouvement « an t'an sen boala » s'agrandit avec de nouvelles adhésions. Est-ce que vous serez à la conquête des futures élections générales ?

Effectivement la famille du mouvement « an t'an sen boala » s'agrandit. Nous avons repris la conquête du terrain. Nous avons notre manière d'aborder les gens. Pour nous, qu'on soit politique ou pas nous n'avons pas pour rôle de distribuer les poissons mais d'apprendre les gens comment pêcher. Le mouvement « an t'an sen boala » se porte bien et au moment venu, on verra bien s'il faut aller aux élections ou s'il faut accompagner une candidate.

Propos recueillis par Ousmane Mahamane  
Source : Mali Tribune

## Mali : La représentante spéciale de l'UE pour le sahel « satisfaite » des progrès réalisés dans les réformes politiques



**E**mmanuela Del Re a souligné la nécessité pour l'Union européenne de rester aux côtés du Mali.

La Représentante spéciale de l'Union européenne pour le Sahel, Emmanuela Del Re, a salué, vendredi, les progrès réalisés par le Gouvernement malien dans les réformes politiques et institutionnelles, notamment la promulgation de la loi électorale et l'adoption d'un calendrier électoral.

Del Re s'exprimait à l'issue de son audience accordée par le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga.

Elle a déclaré que « le Mali est un pays central dans toutes les dynamiques du Sahel » tout en assurant que « l'Union européenne sera à ses côtés ».

De son côté, Abdoulaye Maïga a exprimé la volonté du président de la transition, le colonel Assimi Goïta, d'organiser des élections crédibles et transparentes, soulignant que « nous n'avons pas vocation à nous éterniser et à faire perdurer la transition ».

En outre, le chef du Gouvernement a aussi rappelé à la diplomate européenne les hautes orientations du président de la transition, à savoir : le respect de la souveraineté du Mali,

le respect des choix stratégiques du Mali et la prise en compte des intérêts du peuple malien.

« Nous sommes prêts à coopérer, mais nous vous demandons de respecter nos principes comme nous respectons les vôtres », a-t-il insisté.

Par ailleurs, Del Re a également été reçue ce vendredi par Assimi Goïta.

Les échanges avec le chef de l'État ont porté

sur la coopération entre le Mali et l'Union européenne.

Au terme de son entretien avec Goïta, Del Re a déclaré à la presse : « Depuis plusieurs années, l'UE travaille avec le Mali en vue de renforcer un partenariat solide, à même de contribuer à la stabilisation et au développement du Mali ».

« Avec le chef de l'État malien, nous avons discuté de toutes les questions importantes qui concernent le pays, mais aussi et surtout des voies et moyens pour revitaliser certains aspects de notre coopération », a-t-elle expliqué.

La diplomate européenne a également déclaré : « nous avons mis l'accent sur la collaboration entre l'UE et le Mali (...) L'UE est prête à s'engager encore plus aux côtés des populations maliennes et veut rester le partenaire le plus fiable du Mali. Donc ensemble nous devons construire un futur ».

Emmanuela Del Re est en visite de travail au Mali pour participer à la 6ème session de Haut niveau du Comité de suivi de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, qui s'est tenue ce vendredi à Bamako.

Source : aa.com





# Confusion autour de la libération de 3 des 49 ivoiriens : Action humanitaire ou décision judiciaire ?

Le ministre togolais des Affaires étrangères, Pr Robert Dussey a annoncé les premiers fruits de la médiation du Togo dans l'affaire des 49 soldats ivoiriens détenus à Bamako depuis le 10 juillet dernier, et contre lesquels une information judiciaire avait été ouverte. Renforçant les tensions diplomatiques entre Bamako et Abidjan, en dépit des assurances d'apaisement lancées par les uns et les autres dans ce dossier.

A Lomé, l'on parle de 03 soldates sur les 49 ont été « remises en liberté en guise de geste humanitaire du Président Assimi Goïta ». C'est la teneur d'une annonce faite le 03 septembre par le ministre Dussey. Une annonce qui réjouit et satisfait le président Faure Gnassingbé, selon les dires de son ministre des Affaires étrangères. Les discussions se poursuivent pour une issue heureuse à ce dossier, a encore assuré Pr R. Dussey. Il s'exprimait ce 3 septembre à Lomé en présence de son homologue Abdoulaye Diop du Mali et de Fidèle Sarassoro, Directeur de Cabinet du Président Alassane Ouattara.

La Côte d'Ivoire a déploré quant à elle les « manquements et les incompréhensions » dans ce dossier.

« La Côte d'Ivoire soucieuse de maintenir des relations de bon voisinage avec le Mali, s'engage à respecter les procédures des Nations Unies, ainsi que les nouvelles règles et dispositions maliennes édictées relatives au déploiement des forces militaires au Mali. Afin



d'aplanir les divergences existantes et de contribuer ainsi à la préservation de la paix et la stabilité dans la sous-région, la République de Côte d'Ivoire s'engage à poursuivre de manière transparente et constructive avec le Mali, les échanges et les discussions sur tous les sujets d'intérêt commun », a indiqué Monsieur Fidèle Sarassoro.

Cependant à Bamako, cette libération n'est pas humanitaire comme l'a signifié la médiation togolaise dans l'affaire. Un communiqué daté du 3 septembre 2020 fait cas d'une demande de libération provisoire formulée par trois militaires.

« Le Procureur de la République du Pôle Judiciaire Spécialisé de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée informe l'opinion publique nationale et internationale que dans le cadre de la procédure d'information judiciaire ouverte pour des faits de crimes d'association de malfaiteurs, d'attentat et complot contre le gouvernement, d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État, de détention, port et transport d'armes de guerre et de complicité de ces crimes contre les nommés Kouassi Adam SANNI et 48 autres, interpellés le 10 juillet 2022 à l'Aéroport International Président Modibo KEITA de Bamako - SENOU, le juge d'instruction en charge de la procédure a, sur avis favorable du parquet, accédé le 31 août 2022 aux demandes de remise en liberté formulées par trois des inculpés, les nommées Bakayoko Awa, Bamba Sita et Bledou Kangah Badou Adèle et a ordonné mainlevée des mandats de dépôt décerné contre elles », lit-ont dans ce communiqué.

Du communiqué de la médiation à celui de Bamako, un imbroglio entoure la démarche sur la libération des trois militaires ivoiriens. Une décision humanitaire peut-elle se confondre à

une demande de liberté provisoire ?

Faut-il rappeler que l'ONU à travers sa représentation en Afrique de l'ouest dirigée par l'ex patron de la MINUSMA, Saleh Annadif et Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, s'est activement investie dans ce dossier. Les deux diplomates ont été reçus par Faure Gnassingbé le 11 août dernier à Lomé. Entre autres autour de cette délicate affaire militaro-diplomatique.

Le Président de la transition, Damiba du Faso est la dernière personnalité régionale en date à s'être également investie dans ce dossier. Pour ce faire, il a échangé en toute discrétion avec le Président Faure Gnassingbé en terre togolaise fin août dernier, a-t-on appris.

Les 49 soldats ivoiriens en tenue militaire non armés avaient débarqué à l'aéroport Bamako le 10 juillet, à bord d'un avion de la compagnie nationale Air Côte d'Ivoire, un autre appareil transportant leurs armes. Ils sont aussitôt interpellés et interrogés sur les raisons de leur présence au Mali, n'ayant « ni ordre de mission, ni autorisation » pour y être, selon les autorités maliennes. Dès le lendemain, ils sont accusés d'être des « mercenaires » venus au Mali avec le « dessein funeste » de « briser la dynamique de la refondation et de la sécurisation du Mali, ainsi que du retour à l'ordre constitutionnel ». Le chef de l'État ivoirien a aussitôt demandé la libération de ses soldats, qui, selon lui, ont été injustement arrêtés car étant en mission pour l'ONU, dans le cadre d'opérations de soutien logistique à la Mission des Nations unies au Mali (MINUSMA). Les 49 soldats ont été inculpés mi-août par la justice malienne, notamment pour « tentative d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État » et écroués.

Binadjan Dombia

# Visite de Paul-Henri Sandaogo Damiba au Mali : Fructueuse moisson ?



Le président de la Transition au Mali, le colonel Assimi Goita l'a annoncé sur son compte twitter en s'en réjouissant « **C'est un grand honneur pour le de recevoir mon frère le président pour son premier déplacement à l'étranger.** »

Ainsi donc, et le symbole a son importance, le président de la Transition burkinabé a réservé sa première sortie en dehors de son pays à son homologue mais aussi frère d'armes Assimi Goita du Mali. Qui, en retour a mis les petits plats dans les grands pour lui réserver un séjour des ... grands jours : présence personnelle à l'aéroport avec tous les chefs d'institutions et les membres du gouvernement, et bien évidemment avec le tapis rouge déroulé, la fanfare de la Garde républicaine déployée et surtout une mobilisation populaire aux grandes intersections et le long du trajet de l'aéroport Bamako-Sénou au Palais de Kouloba.

Mais au-delà du symbole, lce déplacement du lieutenant-colonel Damiba au Mali était d'une grande pertinence en raison des défis communs aux deux pays.

En effet, le Mali et le Burkina Faso, c'est d'abord plus de 1.000 kms de frontière commune qu'il convient impérativement et rapidement de sécuriser pour mettre un terme aux incessants va-et-vient des terroristes entre les deux pays.

Le Mali et le Burkina – Faso sont aussi victimes des assauts répétés des Groupes Terroristes armés qui ont fait serment de saper les fondements même de ces deux pays et qui y sèment terreur et désolation aussi bien au niveau des Forces de défense et de sécurité que des paisibles populations civiles sans défense assassinées, pillées, déplacées. Ce qui explique d'ailleurs la présence dans la délégation burkinabé de plusieurs responsables militaires en charge du renseignement ou des opérations militaires sur le terrain. C'est pour cela que le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Da-

miba a annoncé dans un communiqué entendre « **Dans les jours à venir, ... renforcer le partenariat militaire qui existe entre nous, pour davantage relever les défis sécuritaires auxquels les populations, nos peuples sont confrontés** ».

Mais comment établir d'efficaces relations sécuritaires entre le Mali et le Burkina Faso en dehors du Niger avec lequel les deux pays partagent la zone hyper-sensible des « trois frontières », zone d'action privilégiée des groupes armés terroristes. Or voilà : du fait de propos et d'actes hostiles du Niger, le Mali s'est retiré du G5-Sahel qui était censé mutualiser les efforts des 5 pays du Sahel incluant la Mauritanie et le Tchad. Le Burkina – Faso est donc à la manœuvre pour recoudre les liens rompus entre les deux pays.

Même si le point n'a pas fait l'objet de déclarations, il est inimaginable que Damiba et Goita n'aient pas échangé sur la situation des « 49 militaires-mercenaires » ivoiriens arrêtés à Bamako le 10 juillet dernier et dont 3 ont été relâchés pendant qu'ils échangeaient à Bamako. Et alors que Damiba est attendu par le président Alassane Dramane Ouattara ce jour même à Abidjan.

■ Moctar Sow





## SAVAMA-DCI : 309 015 manuscrits anciens numérisés

Sous la présidence du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, l'ONG Savama-DCI Sauvegarde et Valorisation des Manuscrits Pour la Défense de la Culture Islamique (Savama-DCI), en partenariat avec Principal Hill Museum et Manuscripts Library a tenu une conférence de presse le jeudi 25 août 2022, au Mémorial Modibo Keita, au cours de laquelle le bilan des manuscrits numérisés a été présenté à la presse.

Le bilan de la numérisation des manuscrits anciens de Tombouctou évacués à Bamako de 2014 à 2022 » était le thème retenu lors de la conférence de presse, organisée par l'ONG Sauvegarde et Valorisation des Manuscrits Pour la Défense de la Culture Islamique (Savama-DCI) en partenariat avec

Principal Hill Museum et Manuscripts Library, le jeudi dernier au Mémorial Modibo Keita. Pendant cette rencontre, Dr. Abdel Kader Haïdara, président exécutif de l'ONG Savama-DCI, a informé qu'ils ont pu numériser 309 015 manuscrits, plus 4 345 438 images, ainsi que 14 930 manuscrits disponibles en ligne de 2014

au 30 juin 2022.

Le président Abdoul Kader Haïdara a annoncé dans son intervention que le résultat des travaux de son ONG en collaboration avec l'organisation Principal Hill Museum et Manuscripts Library a abouti à la numérisation de 309 015 manuscrits et 4 345 438 images de 2014 à 2022, pour un coût de 1 million de dollars. Également, que ce sont 14 930 manuscrits qui sont de nos jours mis en ligne.

En plus de ses actions, Savama-DCI a construit plus de 40 bibliothèques dans les régions de Gao, Tombouctou et Ségou.

Selon lui, ces résultats sont salutaires vu la difficulté dans laquelle ces travaux ont été effectués pendant ces quelques années. « On doit d'abord conserver notre patrimoine culturel car les manuscrits anciens sont une partie, la plus fragile de notre patrimoine. Une fois qu'on a une copie numérisée sur les supports informatiques, cela est rassurant étant donné qu'on peut les partager et faire loger dans un autre endroit, dès qu'on perd une, on peut se servir de l'autre et les manuscrits originaux peuvent se reposer vu qu'on en a toujours besoin », a exposé Dr. Haïdara.

Il conclut que ce travail de numérisation facilite la tâche aux chercheurs et étudiants pour leur utilisation et exploitation.

Le représentant du ministère de la Culture a rappelé que nous sommes à l'heure du numérique et que cela permettra d'améliorer la qualité.

La numérisation des manuscrits pour les institutions patrimoniales comme les bibliothèques de manuscrits a pour but de contribuer à la conservation physique et la gestion des documents. Elle se présente comme une alternative au problème d'insécurité auquel les manuscrits sont exposés, a-t-il expliqué.

« La crise de 2012 a détruit des manuscrits dont certains sont inédits et d'autres des copies uniques. La numérisation permet de soutenir et de faciliter toutes les activités autour des manuscrits : le traitement, l'accès, l'échange, la conservation, l'édition, la diffusion, le catalogage, la recherche, la collaboration à l'exploitation scientifique et dans d'autres domaines », conclut le président de Savama-DCI.

Aminata Agaly Yattara  
Source : Mali Tribune



# Allemagne : Le Premier ministre ukrainien réclame encore plus de soutien militaire



**L**e Premier ministre ukrainien Denys Chmygal a appelé dimanche l'Allemagne à renforcer son soutien militaire à l'Ukraine, tout en reconnaissant les efforts déjà accomplis, lors d'un déplacement à Berlin qui tourne la page de récentes crispations entre les deux pays.

L'attitude longtemps louvoyante de l'Allemagne à l'égard de Moscou, à la suite du déclenchement de la guerre il y a six mois, et son manque initial de soutien militaire à Kiev ont profondément irrité le gouvernement de Volodymyr Zelensky.

Mais les choses se sont améliorées depuis. La visite dimanche de M. Chmygal à Berlin, une première pour un responsable ukrainien de ce niveau depuis le début de l'invasion russe, symbolise cette détente.

Le Premier ministre "a remercié l'Allemagne pour son soutien militaire, financier, humanitaire et politique", tout en soulignant la nécessité de fournir à Kiev davantage d'équipements militaires lourds, selon un communiqué de ses services.

"Les lance-roquettes MARS II et les (obusiers) Panzerhaubitze 2000, fournies par l'Allemagne, ont bien fonctionné sur le champ de bataille, et nous espérons augmenter l'approvisionnement en armes lourdes", a déclaré M. Chmygal, cité dans le communiqué.

Il y a moins d'une semaine, le chancelier Olaf Scholz a souhaité que l'Allemagne assume une "responsabilité particulière" pour aider l'Ukraine à renforcer ses systèmes d'artillerie et de défense aérienne.

"Nous espérons que l'Allemagne deviendra

l'un des leaders dans le processus de développement de la défense aérienne (ukrainienne)", a fait écho dimanche son homologue ukrainien.

L'Allemagne accueillera jeudi prochain une réunion, à l'initiative de Washington, des ministres de la Défense des pays alliés de l'Ukraine. Cette rencontre d'une quarantaine de pays, sur la base aérienne américaine de Ramstein (ouest), est destinée à organiser le soutien des capacités militaires ukrainiennes face à la Russie.

En Russie, l'ex-président Dmitri Medvedev a accusé dimanche l'Allemagne de mener une "guerre hybride" contre la Russie, justifiant l'arrêt des livraisons de gaz à Berlin par son comportement "inamical" en plein conflit en Ukraine. "Premièrement, l'Allemagne est un pays inamical, deuxièmement elle a imposé des sanctions contre toute l'économie russe (...) et elle livre des armes létales à l'Ukraine", a déclaré M. Medvedev dans un message publié sur Telegram.

## Mea culpa

Denys Chmygal a également soldé dimanche une autre brouille récente entre Kiev et Berlin, en rencontrant le chef de l'Etat Frank-Walter Steinmeier.

M. Steinmeier, deux fois ministre des Affaires étrangères d'Angela Merkel, a longtemps soutenu une politique de détente avec la Russie, avant de faire son mea culpa en reconnaissant un erreur. Déclaré pour cette raison persona non grata par l'exécutif de Volodymyr Zelensky,

il avait dû annuler une visite à Kiev mi-avril. L'Allemagne "continuera à se tenir de manière fiable aux côtés de l'Ukraine", a assuré M. Steinmeier au dirigeant ukrainien, selon la porte-parole du président allemand.

Une conférence d'experts sur la reconstruction du pays, à laquelle doit participer notamment la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, se tiendra le 25 octobre à Berlin.

Avant sa visite, Denys Chmygal avait constaté "les immenses progrès" faits par l'Allemagne dans son aide militaire à l'Ukraine, passée "des équipements de protection" à "l'artillerie". L'Allemagne avait récemment promis de livrer à l'Ukraine de systèmes de défense antiaérienne Iris-T. Ce doit être fait "à l'automne", selon le Premier ministre ukrainien. Autre symbole de cette nouvelle ère dans les relations bilatérales, l'arrivée prochaine d'un nouvel ambassadeur ukrainien à Berlin. Son prédécesseur, Andriy Melnyk, s'en est pris pendant des mois avec virulence à l'attitude jugée timorée de l'Allemagne face à la Russie.

Après sa visite à Berlin, M. Chmygal est attendu lundi à Bruxelles pour présider avec le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell une réunion du conseil d'association UE-Ukraine, et participer à une conférence sur les crimes russes en Ukraine avec la présidente du Parlement européen Roberta Metsola.

En Ukraine, les autorités locales ont annoncé dimanche que les forces russes avaient continué depuis la veille à bombarder la région de Mykolaiv (sud), provoquant notamment la mort d'un enfant à la suite de l'effondrement de sa maison, et d'une femme, et faisant 6 blessés. Un bilan impossible à confirmer de source indépendante.

Sur le front des exportations agricoles, stoppées par la guerre et qui ont repris récemment après un accord incluant les belligérants pour éviter les pénuries dans le reste du monde, 13 bateaux chargés au total de 282.500 tonnes de denrées ont quitté dimanche les ports ukrainiens en direction de 8 pays, a annoncé le gouvernement de Kiev.

Source : Agence France-Presse



# Italie : Le mini-Davos des patrons italiens chahuté par la fièvre électorale

**T**aux d'emprunt en nette hausse, explosion des coûts de l'énergie, guerre en Ukraine et turbulences politiques : ce cocktail explosif préoccupe les patrons italiens qui sont nombreux à regretter le prochain départ du chef du gouvernement Mario Draghi, garant à leurs yeux de stabilité et crédibilité. L'enthousiasme débordant ressenti il y a un an au dernier mini-Davos organisé par The European House-Ambrosetti à Cernobbio, sur les rives du lac de Côme, a cédé la place à une préoccupation diffuse parmi le gotha de l'industrie italienne.

Giorgia Meloni, la cheffe du parti post-fasciste Fratelli Italia dont la probable victoire aux législatives du 25 septembre suscite des inquiétudes en Europe, s'est employée à rassurer dimanche les entrepreneurs lors d'un débat mené avec d'autres dirigeants politiques, mais a peiné à les convaincre.

"Je ne suis pas pour une nouvelle rallonge budgétaire" pour dégager des ressources visant à soutenir entreprises et familles, "car nous sommes déjà trop endettés", a-t-elle ainsi affirmé, avant de promettre de "dialoguer avec l'Union européenne".

"Nous sommes presque tous des nostalgiques de Mario Draghi et sommes nombreux à penser qu'elle n'a pas réussi son examen de passage. Son discours n'était pas structuré, pas clair", a jugé ainsi Rosario Rasizza, PDG du groupe de travail temporaire Openjobmetis.

"Changer de chef du gouvernement dans ce contexte de crise géopolitique sans attendre la fin du mandat au printemps 2023, c'est de la folie", déplore Andrea Costantini, vice-président exécutif de la société Agrati, qui fabrique des composants pour l'industrie automobile.

"A regarder les programmes des partis, je pense que 90% des entrepreneurs italiens auraient préféré que Draghi reste au gouvernement. Il nous a donné une forte visibilité et de la sécurité pour les investissements", relève-t-il.

Les promesses électorales les plus inquiétantes sont, selon lui, "l'impôt à taux unique financé par de la dette" proposé par les



droites, soit 15% pour la Ligue de Matteo Salvini et 23% pour Forza Italia de Silvio Berlusconi, "qui pourrait coûter entre 30 et 50 milliards d'euros", ainsi que l'avancement de l'âge du départ à la retraite.

## Espoir de continuité

"Draghi a donné de la crédibilité au pays, c'est vraiment dommage, j'aurais préféré continuer à être représenté à l'étranger par une personne comme lui", abonde Walter Ruffinoni, PDG de NTT DATA Italia, société spécialisée dans la cybersécurité.

"Il y a l'espoir que quel que soit le vainqueur, le nouveau gouvernement ira de l'avant dans la voie tracée par Draghi", a-t-il ajouté.

D'autant que Mario Draghi a négocié un plan de relance de près de 200 milliards d'euros avec l'Union européenne, dont une partie consacrée à la numérisation de l'Italie, en retard depuis une vingtaine d'années par rapport aux Etats voisins.

"J'espère que le prochain gouvernement restera en place pendant cinq ans, alors qu'en Italie il y a une grande instabilité politique qui ne permet pas de porter à terme les projets. Tous les six mois nous sommes en campagne électorale !", soupire M. Ruffinoni.

Les patrons ont eu beau multiplier les appels du pied pour persuader Mario Draghi de rester, rien n'y a fait : lâché par trois partis de son gouvernement d'unité nationale, d'abord par

le Mouvement 5 étoiles, puis par la Ligue et Forza Italia, il a jeté l'éponge le 21 juillet.

## "Séisme économique"

Si le deuxième trimestre a réservé une bonne surprise, avec une révision à la hausse de la croissance à 1,1%, les nuages ont commencé à s'accumuler dans la foulée, avec une inflation record de 8,4% en août.

Carlo Bonomi, président de la Confindustria, principale organisation patronale, qui vantait encore l'an dernier un "petit miracle économique", a également changé de ton. "Nous sommes confrontés à un séisme économique, le gouvernement doit y faire face, nous ne pouvons pas attendre pendant deux mois" l'arrivée de son successeur, a-t-il fait valoir jeudi. Selon Confcommercio, l'organisation nationale du commerce, 120.000 entreprises du secteur des services risquent de mettre la clef sous la porte d'ici le premier semestre 2023 en raison de la flambée des coûts de l'énergie.

"C'est un moment très difficile pour les entreprises", reconnaît Cristina Scocchia, PDG du torréfacteur Illy. "Nous craignons que le changement de gouvernement ralentisse la prise de décision sur des mesures nécessaires pour soutenir sociétés et familles".

Source : Agence France-Presse

## PSG : Le mercato de la discorde



**D**es arrivées intéressantes mais pas les priorités de Luis campos. Des ventes mais avec une contrepartie financière limitée. Le mercato du PSG, intense, provoque des divergences de vue au sein du club de la capitale.

Real Madrid's Portuguese forward Cristiano Ronaldo (R) shakes hands with Paris Saint-Germain's French defender Presnel Kimpembe (C) next to Paris Saint-Germain's French midfielder Adrien Rabiot at the end of the UEFA Champions League round of sixteen first leg football match Real Madrid CF against Paris Saint-Germain (PSG) at the Santiago Bernabeu stadium in Madrid on February 14, 2018. / AFP PHOTO / GABRIEL BOUYS

Raté ou réussi le mercato du PSG ? Étrangement, les avis divergent grandement. Pas vrai-

ment du côté des supporters, plutôt heureux des recrues, aux profils divers, et réjouis par le départ de certains indésirables comme Draxler, Kurzawa ou Herrera. En interne par contre, certains grincent des dents, et pas des moindres. Le conseiller football du Paris Saint-Germain, Luis Campos, n'est pas satisfait. Et par extension Christophe Galtier.

### QUELLE CONSÉQUENCE POUR LA DÉFENSE ?

La première raison du mécontentement concerne l'échec Milan Skriniar. Érigé en priorité, voulu avant même la nomination officielle du tandem Campos-Galtier, le défenseur slovaque n'a pas été cédé par l'Inter Milan, qui a repoussé la dernière offre du PSG à hauteur

de 50 M€ + 10 M€ de bonus. On peut comprendre la déception de ne pas pouvoir compter sur un joueur attendu depuis près de 3 mois, et même si l'Inter réclamait près de 80 M€, pour en fin de contrat dans un an, d'autres profils avaient été glissés à Antero Henrique. Aucun d'entre eux n'est arrivé.

La conséquence pour Galtier et Campos sera de réfléchir à une autre organisation de jeu que le 3-4-1-2, puisqu'il paraît improbable de pouvoir survivre à l'enchaînement des matches jusqu'à fin novembre avec Ramos, Marquinhos, Kimpembe en titulaires et Mukiele (plutôt venu pour jouer les doublures d'Hakimi) et Danilo (dont ce n'est pas le poste) en alternatives. Même constat pour le secteur offensif, où Luis Campos avait établi plusieurs cibles : Lewandowski, Bernardo Silva, Scamacca, Rafael



Leão, Marcus Rashford, pour ne citer qu'eux. Des pistes onéreuses, mais il avait été prévu que les nombreuses ventes pourraient financer un mercato ambitieux.

### DES DÉPARTS, OUI, MAIS À QUEL PRIX ?

C'est peut-être là l'erreur originelle du PSG cet été. Antero Henrique, rappelé à la rescousse par le Qatar pour réussir là où Leonardo avait échoué, devait vendre à tour de bras et se débarrasser enfin de ceux qui n'entraient définitivement plus dans le projet sportif. Là encore, deux visions s'opposent. Le dégraissage a été réussi quantitativement avec un total de 26 départs (en comptant les transferts définitifs, les prêts et les jeunes joueurs). Mais il n'a clairement pas apporté les fonds nécessaires pour financer le reste. Un objectif (raté), sous forme de promesse, avait été édicté par Antero Henrique lui-même : 150M€ de ventes cumulées. Pouvait-il en être autrement au regard du CV des Draxler, Kurzawa, Herrera and Co ? La plus grosse vente reste Arnaud Kalimuendo, pour 20 M€ au Stade Rennais et le PSG a au final, en attendant les éventuelles options d'achat levées ou non l'été prochain, récupéré moins de 50 M€.

Présenté comme le "super négociateur" du PSG, parfois enivré par son nouveau rôle, Antero Henrique n'a pas su débloquer certaines situations, dans le sens des arrivées comme des départs. Et les nombreux prêts établis, s'ils libèrent de la place dans le vestiaire, n'allègent pas tous la masse salariale tant le PSG prend en charge un bon pourcentage des salaires (50% pour la plupart). Entre la satisfaction d'avoir réduit drastiquement le groupe et les regrets de ne pas avoir bouclé certains dossiers importants, le PSG va pouvoir désormais se pencher uniquement sur les choix purement sportifs. L'effectif imaginé par Luis Campos et Christophe Galtier ne ressemblait pas à celui présent aujourd'hui, et ils ne pourront pas en faire autrement

Source : footmercato.net

## Direction du sport militaire : Match amical entre la force Tchèque de l'EUTM et la Direction



La Direction du Sport Militaire (DSMIL) a organisé, le samedi 03 septembre 2022, un match amical de football entre l'équipe de la force Tchèque de la Mission d'Entraînement de l'Union Européenne au Mali (EUTM) et celle de ladite direction au terrain de l'USFAS à l'ex SNJ.

Cette rencontre est une initiative de la partie Tchèque qui a pris la présidence tournante de la force EUTM au Mali et dont le commandant est le Général de Brigade Tchèque, Radek Hasala.

Source : FAMA





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Ne confiez pas vos ambitions auprès de collègues qui convoitent le même poste que vous. La rivalité tend l'ambiance au sein de votre service. Des remaniements sont possibles et chacun veut avoir la meilleure place. On peut vous convoquer à une réunion.

La Lune en Verseau vous inspire pour des idées créatives. Vous pourriez créer un meuble ou faire de la récupération. Peindre ou rénover vous plaisent tout en vous aidant à réaliser des économies. La stabilité matérielle se maintient grâce à des astuces.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui, la prudence est de rigueur. Des tensions apparaissent avec quelques collègues, les reproches fusent. Personne ne veut assumer ses erreurs ni prendre ses responsabilités. Vous avez une carte à jouer, analysez la situation avant d'agir.

Vous pouvez décider de faire quelques achats sauf que vous devez jouer la prudence. Vivre au-dessus de vos moyens n'est pas une bonne solution. Aujourd'hui, faites-vous plaisir, mais modérément, sans abuser. Faites quelques réajustements si nécessaire.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les activités vous demandent de vous diversifier et de finir dans des délais brefs. Ne vous laissez pas attendrir par des collègues qui demandent de l'aide. Cette situation pourrait retarder votre productivité et vous pénaliser. Restez concentré sur vos fonctions.

Une atmosphère festive vous incite à dépenser sur des petites choses, mais la note risque d'être salée au final. Il est nécessaire de savoir dire non sur certaines dépenses, car elles ne valent pas la peine pour le moment et déséquilibrent votre compte.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous envisagerez très sérieusement de changer de travail. Vous avez l'impression d'avoir fait le tour de votre activité. Les réunions à rallonge dont rien ne sort vous fatiguent et vous donnent l'impression de ne plus être utile. Vous avez envie de fuir !

La pleine Lune met l'accent sur vos finances. En ce jour férié, ne vous laissez pas aller à la dépense. Pensez aux autres jours du mois et à la rentrée qui approche, d'autant plus que vous aurez la peur de manquer. Ne provoquez pas ce que vous craignez !



## Lion (22 juillet - 23 août)

Des discussions avec un collaborateur peuvent donner des éclaircies sur votre avenir professionnel. Uranus en Taureau vous oblige à changer de cap et de bénéficier d'une aide très inattendue. Un poste dans la communication ou de création peut se présenter.

Mars en Lion vous rend très exigeant et actuellement vous n'aimez pas les articles bas de gamme. Dans la moindre dépense, vous pouvez craquer pour des produits liés au bien-être ou vouloir renouveler beaucoup de choses essentielles à votre épanouissement.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

On peut dire que vous avez le vent en poupe ces derniers temps, les propositions professionnelles s'enchaînent. Vous faites des émules au sein de votre entreprise, vos qualités et votre expérience sont reconnues. Votre réputation n'est plus à faire.

Lorsqu'il s'agit d'augmenter vos revenus, vous vous montrez particulièrement actif, toujours prêt à vous rendre utile. Vous avez des ambitions, pour réaliser vos objectifs vous pouvez déplacer des montagnes. Les finances sont au vert.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Le poste actuel peut vous donner le champ libre et plus d'autonomie. Cette atmosphère qui s'améliore vous fait plaisir et vous donne la possibilité de travailler dans de meilleures conditions. La journée est profitable pour faire diminuer le stress accumulé.

D'inévitables dépenses sont en cours et elles proviennent de votre train de vie avec une charge à régler. Faites attention à des frais qui ne seraient pas utiles, car vous pouvez en avoir beaucoup. Des concessions sur des loisirs semblent inévitables.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous suscitez une grande jalousie ! Vos compétences, votre cote de sympathie font des envieux qui ne se cachent pas et cherchent parfois à vous déstabiliser. Ne répondez pas à la provocation. Vous n'enlevez rien à personne. Vous êtes tout simplement doué !

Les planètes concernées ont tendance à vous pousser à la dépense excessive. À vous de gérer au mieux vos comptes de manière à vous faire plaisir, vous l'avez bien mérité, mais aussi de prévoir les sommes pour les charges courantes. Vous devriez y arriver !



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des hésitations et des doutes se bousculent dans vos pensées. Vous ne savez pas quel type de profession vous va le mieux, car un carrefour professionnel est arrivé. Des activités commerciales nouvelles peuvent vous inciter à prendre la parole en public.

Jupiter dans votre signe joue avec vos nerfs. Vous pourriez craquer sur des produits onéreux, qui habituellement n'entrent pas dans votre budget. Les achats peuvent concerner des articles de sport, de pêche, de loisirs ou encore un billet pour un voyage.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Mars vous confronte à des choix importants dans votre vie professionnelle. Pour trancher, vous devez garder la tête froide. Vous n'avez pas besoin d'être distrait par les conseils d'une tierce personne. Vous le lui faites savoir un peu brutalement.

Petit à petit vous réussissez à maîtriser vos finances, vous avez appris des erreurs que vous avez pu faire, vous mettez ces leçons à profit pour rebondir. Si vos enfants vous demandent de l'argent, vous entamez un dialogue, c'est donnant donnant.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Avec votre personnalité, vous attirez du monde spontanément et inspirez confiance. Des collaborateurs peuvent voir en vous, un futur leader pour le service. On compte complètement sur vos compétences. Le rendement peut être abondant dans la journée.

Préserver le budget à flot demande des concessions. Pourtant, les frais sont causés par des sorties et coups de coeur. Vous pourriez craquer pour un produit high-tech. Mais il est conseillé de vérifier les différents tarifs ou de différer vos achats.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez aujourd'hui, vous en serez satisfait, car vous n'aurez pas à gérer les problèmes familiaux. Vous vous consacrez à votre activité, qui représente votre vie propre et n'interfère avec personne d'autre. Vous vous sentirez libre !

Ne vous lancez pas dans une comptabilité complexe ! Certes, surveillez vos prélèvements et vérifiez vos tickets de caisse surtout dans le cas de nombreuses promotions qui sont rarement toutes enregistrées, mais n'en faites pas plus aujourd'hui.





L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23